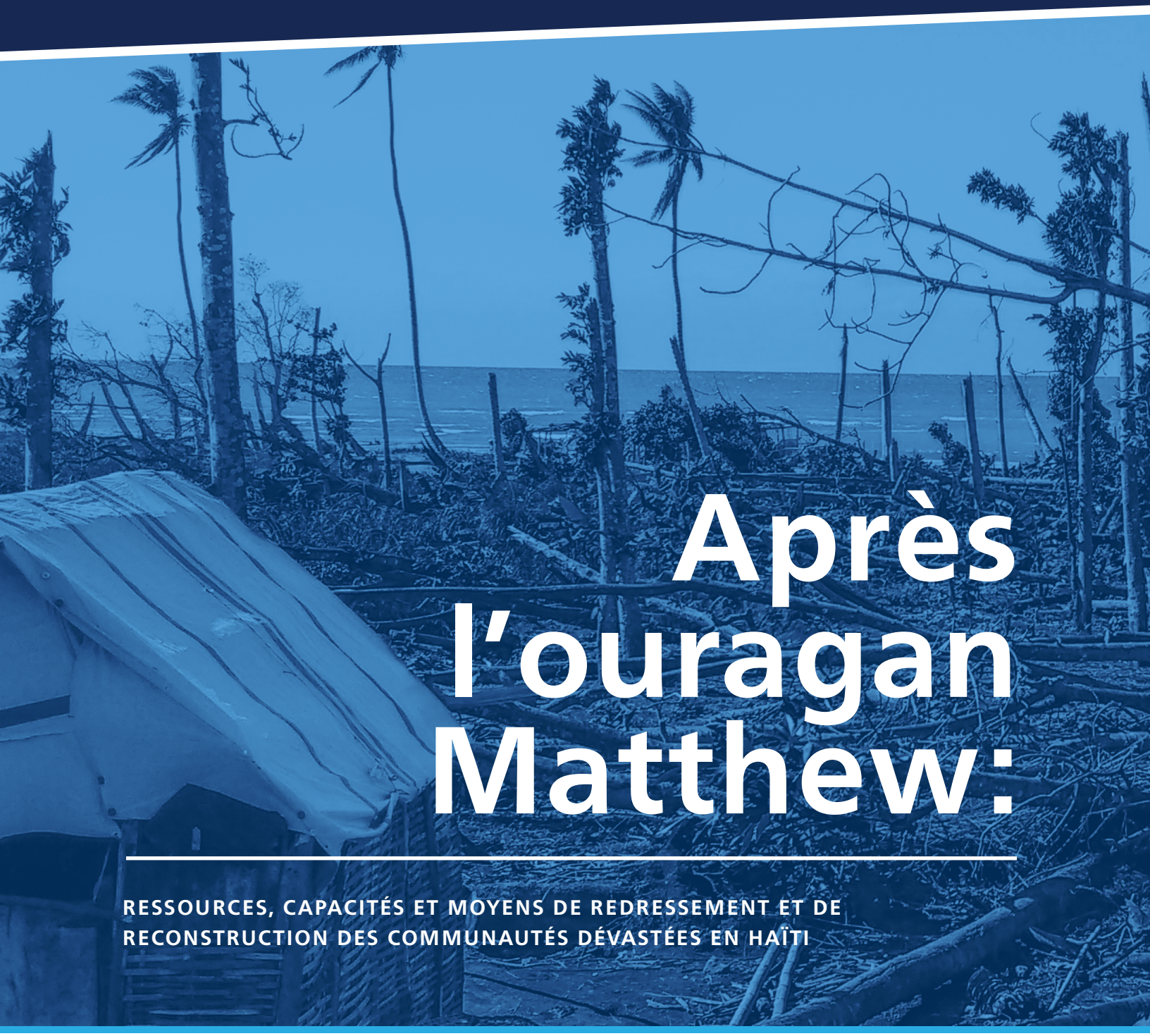
INTERUNIVERSITY
INSTITUTE for
RESEARCH &
DEVELOPMENT



Après l'ouragan Matthew:

RESSOURCES, CAPACITÉS ET MOYENS DE REDRESSEMENT ET DE RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS DÉVASTÉES EN HAÏTI

CO-SPONSORISÉ PAR:

UNIVERSITY OF MIAMI
INSTITUTE for ADVANCED
STUDY of the AMERICAS

UNIVERSITY OF MIAMI
COLLEGE of
ARTS & SCIENCES

Après l'ouragan Matthew:
Ressources, capacités et moyens de redressement et de reconstruction des communautés dévastées en Haïti

---

AUTEURS
Louis Herns Marcelin, Ph.D.
Toni Cela, Ph.D.

CONCEPTION GRAPHIQUE
Katya Sarria

© Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement (INURED)
Mai 2017
Port-au-Prince, Haïti

Cette page a été intentionnellement laissée vierge

Cette page a été intentionnellement laissée vierge

INTERUNIVERSITY
INSTITUTE for
RESEARCH &
DEVELOPMENT

Après l'ouragan Matthew:

RESSOURCES, CAPACITÉS ET MOYENS DE REDRESSEMENT ET DE RECONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS DÉVASTÉES EN HAÏTI

CO-SPONSORISÉ PAR:

UNIVERSITY OF MIAMI
INSTITUTE for ADVANCED
STUDY of the AMERICAS

UNIVERSITY OF MIAMI
COLLEGE of
ARTS & SCIENCES

REMERCIEMENTS

Nous souhaitons exprimer notre plus sincère gratitude au Center for Haitian Studies (CHS), au Project Medishare et à l'Institut Interuniversitaire de Recherche et le Développement (INURED), qui ont financé cette étude. Nous remercions tout le conseil d'administration de CHS et Medishare, en particulier le Dr Bryan Page, le Dr Laurinus Pierre et le Dr Barth A. Green. Nous remercions le directeur exécutif de Project Medishare, Mme Renée Lewis, et l'administrateur de INURED, Maître Cindia Marcelin.

Nous remercions l'University of Miami Institute for Advanced Study of the America (UMIA) pour avoir supporté en nature et en espèces la publication de ce rapport et l'organisation de la rencontre de restitution à Miami, le 27 avril 2017. En particulier, nous souhaitons remercier la directrice, la Dr Felicia M. Knaul de UMIA; la responsable de recherche pour les études latino-américaines, Dr Sallie L. Hughes; et la responsable de l'Hemispheric Caribbean Studies, la Dr Kate Ramsey. Nous reconnaissons le travail méticuleux de Michael J. Graybeal, directeur des opérations; Thaidee Ochoa Viloria, spécialiste des communications; Jeffrey T. Farmer; et Lourdes A. Castillo. Nous remercions Katya Sarria pour la conception de ce rapport.

Nous remercions le Doyen et le Vice-Doyen du College of Arts and Sciences, Dr Leonidas Bachas et Dr Angel Kaifer, pour leur soutien à la traduction de ce rapport par le biais du College Publication Fund. Nous souhaitons remercier les collègues professeurs Département d'Anthropologie, Dr Traci Ardren, Dr Caleb D. Everett, et Dr Pamela Geller pour leur soutien constant aux activités de l'INURED en Haïti. Cette étude a bénéficié de l'expertise d du Dr William Siembieda, l'université California Polytechnic. Les étudiants Nadia L. Fleurantin et Rhoda K. Moise ont effectué un travail de terrain ethnographique en Haïti et ont participé à l'analyse; Vivek Singh, Wei Peng, et Jonathan Lo contribué à l'analyse quantitative. Dr Natacha Giafferi-Dombre a fait le travail de traduction de ce rapport.

Nous sommes reconnaissants aux superviseurs et aux ethnographes de l'enquête de l'INURED: Dieufait Noelsaint, Peterson Telus, Pierre Rigaud Dubuisson, Johnny Louissaint, David Jasmin et Olriche Fortin. Nous aimerions remercier les membres de la communauté qui ont participé à la mise en œuvre de cette étude: Jean Emmanuel Saimber, Fresna Civil, Esther Osias, Jude Jeanty, Jeannoune Mathurin, Georgeman St. Louis, Jean Hernous Logiste, Marie Glainaise Exavier, Dieubert Charles, Marie Dila Logiste, Fresnel Civil, Valena Raymond, Caleb Estinvil, Jude Paul, Jean Henry Alexandre, Danis Louis, Jeto Jean, Jerson Orthelus et Evens Civil. Dabouze Estinvil a fourni un leadership exceptionnel à l'équipe de gestion des données, notamment Kethia Charles, Jimmy Alexandre et Reginald Jones. Une grande partie du travail sur le terrain a été menée dans des régions éloignées de la région sud d'Haïti, nous souhaitons remercier les chauffeurs de l'INURED: Samuel Damus, Bonald Toussaint, Jackison Donacien, Jean Robert Juste, Jean Robert Tancil et Jonas Joachim. Enfin, nous souhaitons exprimer notre plus sincère gratitude aux mairies des villes suivantes: d'Anse d'Hainault, Chambellan, Côteaux, Dame Marie et Les Anglais. Ces mairies ont accueilli nos équipes dans leurs communautés et ont aidé à organiser des réunions de restitution avec des cadres supérieurs et des leaders communautaires pour discuter Les résultats de cette étude et d'explorer la marche à suivre avec les efforts de rétablissement et de reconstruction dans les départements Sud et Grande-Anse.

Finalement nous remercions l'Observatoire Citoyen de l'Action des Pouvoirs Publics en Haiti (OCAPH) et le Consortium de la société civile pour avoir aidé à la dissémination des résultats de cette étude.

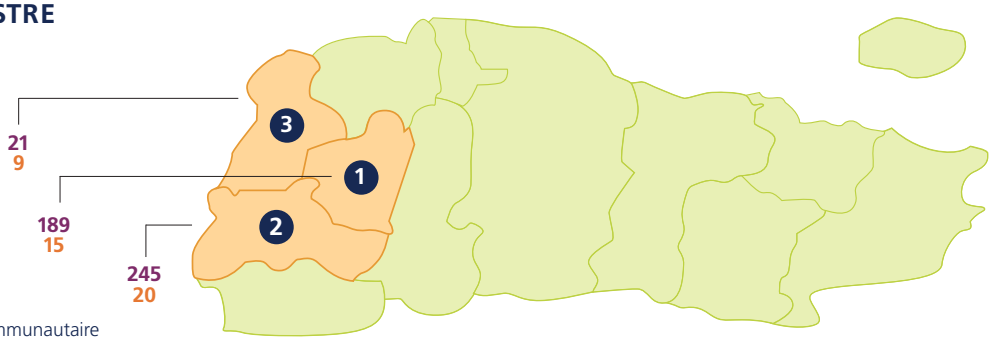
SOMMAIRE

Le 4 octobre 2016, un cyclone de catégorie 4, l'ouragan Matthew, a dévasté la région sud d'Haïti. A la suite de l'ouragan, l'Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement (INURED) a collaboré avec le Center for Haitian Studies à Miami et le Project Medishare au développement et à la mise en œuvre d'une étude post-désastre en Haïti. Les objectifs globaux de l'étude étaient a) de déterminer par des approches quantitatives et ethnographiques l'impact du désastre dans la vie des communautés affectés du Sud et de la Grande-Anse; b) d'évaluer les besoins reconnus de ces communautés; et c) d'identifier et de cartographier les capacités et les ressources locales (matérielles et immatérielles) en tant qu'atouts déterminants d'un redressement et d'une reconstruction équitables. Les catastrophes naturelles demeurent en Haïti une menace pour la survie en raison de la position géographique, des hauts niveaux de pauvreté, de la fragilité des institutions, de la faiblesse des ressources, de la déforestation, d'une faible planification urbaine et d'infrastructures limitées, qui se trouvent encore exacerbés par le changement climatique. Malgré cela, moins de la moitié de tous les participants à l'étude a signalé qu'il existait des systèmes d'alerte aux catastrophes et encore plusieurs d'entre eux ont mis en doute leur efficacité. Alors que le gouvernement haïtien a signalé qu'il y avait plus de 1 300 abris temporaires à l'échelle nationale, des données d'enquête et d'ethnographie ont révélé que les abris eux-mêmes étaient délabrés, contribuant ainsi à la vulnérabilité de la population au cours du désastre.

ENQUÊTE POST-DÉSASTRE

Département de la Grande-Anse

1. Chambellan
2. Anse d'Hainault
3. Dame Marie



Enquête auprès des ménages
Enquête auprès des leaders communautaire

RÉSULTATS (BASÉS SUR LES RÉPONSES AUX ENQUÊTE)

SOINS DE SANTÉ

67%

SANTÉ PHYSIQUE

82%

SANTÉ MENTALE

64%

EAU POTABLE

77%

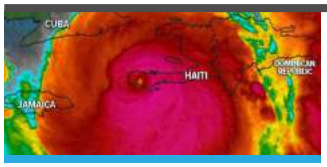
TOILETTES OU LATRINES

76%

RECOMMANDATIONS

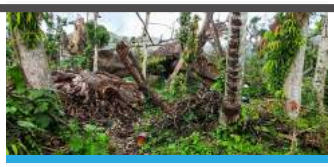
- Le Gouvernement haïtien (GoH) devrait créer une banque agricole régionale pour fournir des crédits et des assurances aux fermiers, coopératives, et associations de femmes.
- Le GoH devrait affecter des fonds pour embaucher et conserver des agents de vulgarisation agricole et des vétérinaires dans les régions affectées.
- Le Ministère de l'Agriculture devrait collaborer avec la faculté d'agronomie des universités pour mener des enquêtes scientifiques afin d'identifier les solutions aux menaces d'insectes qui détruisent l'agriculture et l'élevage.
- Le Ministère de l'Agriculture devrait faire l'inventaire des arbres indigènes rares (espèces en voie de disparition) qui ont été détruits dans la région, en vue d'un reboisement méthodique dans les communes concernées.
- Le GoH devrait pour subventionner les frais, fournitures et le matériel pédagogique pour les enfants des écoles des régions affectées.

CHRONOLOGIE DU PROJET



OCT 4
2016

L'ouragan Matthew frappe la région sud d'Haïti



OCT 10
2016

INURED autofinance une évaluation préliminaire de l'impact de l'ouragan Matthew sur le Grand Sud

NOV
2016

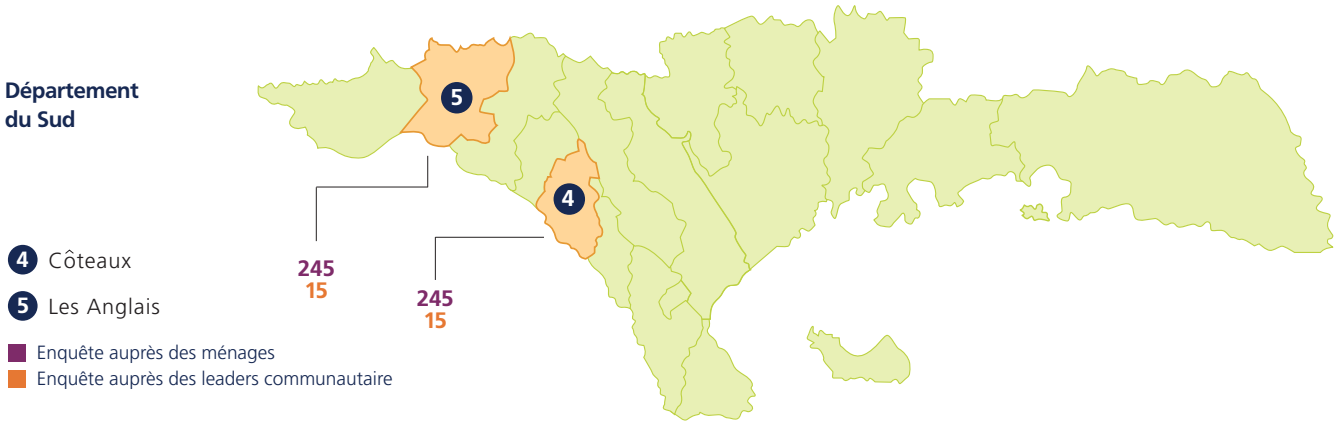
CHS et Project Medishare fournissent des fonds pour aider INURED à mettre en œuvre l'étude

DEC
2016

L'étude commence

APRÈS L'OURAGAN MATTHEW

L'impact de la catastrophe continue de se faire sentir plus de 6 mois plus tard. Beaucoup de participants à l'étude ont rapporté des membres disparus de leurs familles qui n'ont pas été pris en compte par les rapports officiels. Près de 93% des participants à l'étude n'avaient pas accès à un abri convenable ; de même, le manque d'accès à l'eau potable et aux toilettes ou aux latrines est reporté par respectivement 77% et 76% des participants. Autour de 82% des participants à l'étude ont signalé avoir des maladies post-Matthew allant de la dysenterie au paludisme. Il n'est pas surprenant que les résultats de l'étude montrent également une corrélation positive entre le manque d'accès à un assainissement adéquat et une mauvaise santé physique. Si les maladies physiques qui ont suivi la catastrophe sont fréquentes, le degré des dévastations causées par l'ouragan Matthew constitue une raison suffisante pour explorer son impact sur la santé mentale des survivants. Soixante-quatre pour cent des répondants se sont déclarés profondément préoccupés par la santé mentale des membres de leur communauté tandis que plus des trois-quarts (78%) des participants déclaraient souffrir de détresse. Les dommages causés à l'environnement ont dévasté les secteurs de l'agriculture et de la pêche, ce qui représente des menaces immédiates pour la sécurité alimentaire (pour 96% des participants) et la perte de moyens de subsistance économiques (pour 90% des participants).



ABRI ADÉQUAT

93%

- Le GoH, les organisations internationales et les ONG doivent utiliser des matériaux locaux auprès des communes qu'ils servent dans la construction et les autres formes d'intervention.

ALIMENTS

96%

- Le Ministère de l'Éducation devrait fournir des cantines qui servent des repas nutritifs aux écoliers en utilisant des produits locaux pour stimuler l'agriculture, la pêche et l'élevage locaux.

AIDE

79%

- Le GoH et les ONG devraient s'engager à embaucher des professionnels locaux des zones touchées dans les projets de reconstruction et des infrastructures publiques.

SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

90%

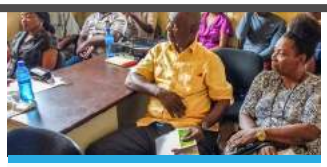
- Le GoH devrait s'associer aux ONG pour fournir ou subventionner l'achat d'outils pour l'élimination des arbres de gros diamètres sur les terres arables

SCOLARISATION DES ENFANTS

73%

- Le GoH devrait sécuriser des fonds auprès de l'OMS, de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour établisse des stations d'eau potable dans les zones rurales.

Source: Cartographie des Ressources et des Capacités pour un Recouvrement et une Reconstruction Equitables, 2017



FEV
2017

La fin de l'étude. Présentation des résultats préliminaires au Consortium des organisations de la société civile en Haïti

MARS
2017

Présentation des résultats préliminaires avec le Consortium des organisations de la société civile au Premier Ministre Jacques Guy Lafontant. Les réunions de restitution des résultats d'études préliminaires ont été menées avec les bureaux des maires à Anse d'Hainaut, Chambellan, Côteaux, Dame Marie et Les Anglais

AVR 9-10
2017

Mission médicale du Project Medishare et INURED à Chambellan en réponse aux résultats de l'étude

AVR 27
2017

University of Miami Institute for Advanced Study of the Americas ont organisé une rencontre pour initier la dissemination des résultats de l'étude

« Cette étude est importante en ce qu'elle implique les communautés les plus affectées par l'ouragan Matthew dans les efforts de rétablissement et de reconstruction au niveau local. L'approche participative constituent un cadre de travail innovant pour une compréhension théorique de la capacité locale en contexte de fragilité dans lequel le niveau et le type de risques excèdent souvent la capacité des mécanismes d'adaptation des populations vulnérables. »

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements II

Sommaire: Après l'ouragan Matthew III

I. Introduction 1

> « En un peu moins de quinze ans, Haïti a connu huit catastrophes majeures, dont l'ouragan Matthew, qui ont affecté plus de la moitié de sa population et auxquels on peut attribuer plus de 229.000 décès. »
>
> *~ Marcelin, Cela, et Shultz, 2016*

II. Contexte: Impact des catastrophes naturelles en Haïti 3

> « [La population Haïtienne est] l'une des plus exposées aux catastrophes naturelles qui soient au monde [avec] un nombre de catastrophes au km^2 supérieur à celui de n'importe quel autre pays de la Caraïbe ou de l'Amérique Centrale. »
>
> *~ World Bank, 2015:14*

III. L'ouragan Matthew: Etude de la situation post-désastre 5

> « Lorsqu'une zone est déclarée inhabitable, nous devons trouver un lieu pour reloger ses habitants. On veut que nous relogions les résidents des zones côtières, mais où? »
>
> *~ Le maire de Côteaux*

a. Méthodologie 5

b. Résultats 7

IV. Discussion 21

> « Selon le gouvernement, les pertes et les dommages causés par Matthew sur le secteur agricole s'élèvent à un total de 573,3 millions de dollars et laisseraient plus de 1,3 millions de personnes dans l'insécurité alimentaire dans la région du Grand Sud. »
>
> *~ Gouvernement d'Haïti, 2017*

V. Conclusions 27

> « Les seules options viables qui se présentent à Haïti pour répondre aux menaces pesant sur la vie de ses citoyens, sont d'intégrer de façon systématique les moyens et les capacités des communautés dans les solutions apportées aux catastrophes comme dans leur gestion. »

VI. Recommandations basées sur les Atouts-Accès et Temps 29

> « Les données issues de cette étude aideront à optimiser et à harmoniser les besoins perçus des communautés locales avec les ressources institutionnelles mises à disposition par les organisations nationales et internationales. »

a. Recommandations générales pour l'ensemble des sites 29

b. Recommandations spécifiques aux communes 30

VII. Bibliographie 39

« En un peu moins de quinze ans, Haïti a connu huit catastrophes majeures, dont l'ouragan Matthew, qui ont affecté plus de la moitié de sa population et auxquels on peut attribuer plus de 229.000 décès. »

Marcelin, Cela et Shultz, 2016

INTRODUCTION

Les catastrophes à grande échelle excédant la capacité actuelle de réaction des systèmes socio-écologiques haïtiens sont en augmentation. L'un des traits importants de ces désastres est l'inégalité frappante entre les groupes vulnérables des zones urbaines et rurales les plus exposés et ceux qui sont mieux préparés à prévoir et répondre à ces évènements. Les fragilités d'une gouvernance déjà faible et des institutions civiques en Haïti aggravent ces incidences déjà inégales sur les communautés vulnérables. Un fossé encore plus important existe pour les communautés éloignées caractérisées par de maigres ressources et une infrastructure extrêmement pauvre, de bas niveaux d'alphabétisation et de hauts niveaux de marginalisation sociale et culturelle. En un peu moins de quinze ans, Haïti a connu huit catastrophes majeures, dont l'ouragan Matthew, qui ont affecté plus de la moitié de sa population et auxquelles on peut attribuer plus de 229.000 décès (Marcelin, Cela et Shultz, 2016). Les pertes économiques résultant de ces catastrophes ont dépassé plus de 20 fois celles des années 1950 à 2000 (World Bank, 2015). Pour chacun de ces évènements majeurs, des milliards de dollars ont été dépensé par l'Etat haïtien, les organisations d'aide humanitaire et les donateurs internationaux. Ces interventions ont trop souvent failli à reconnaître les capacités locales et les atouts et les ont court-circuitées, exacerbant par là la vulnérabilité de la population haïtienne.

A la suite de l'ouragan, l'Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement (INURED) a collaboré avec le Center for Haitian Studies à Miami et Project Medishare au développement et à la mise en œuvre d'une étude post-catastrophe en Haïti. Les objectifs globaux de l'étude étaient a) de déterminer par des approches quantitatives et ethnographiques l'impact du désastre sur la vie des communautés affectées du Sud et de la Grande-Anse; b) d'évaluer les besoins reconnus de ces communautés; et c) d'identifier et de cartographier les ressources locales en tant qu'atouts déterminants d'un redressement et d'une reconstruction équitables. L'étude s'est appuyée sur le modèle conceptuel Ressource-Accès-Temps, qui met à son centre la notion selon laquelle chaque ménage, communauté ou localité possède un paquet de base (Rubin, 2009), de ressources (biens matériels et immatériels) et de capacités humaines et sociales (accès) qui peuvent être inventoriés et définis en termes opérationnels (Siembieda, 2010), pour un redressement et une reconstruction séquentielle (temps) planifiés (Olshansky, Hopkins, et Johnson, 2015). Comprendre la nature et le fonctionnement de ces ressources, de même que les façons dont les moyens de réponse sont conçus, peut mener à des méthodes innovantes et productives de partage de connaissances, ce qui atténuerait la vulnérabilité par une gouvernance des risques intégrée et adaptée (Chaffin et Gunderson, 2016). Ainsi, nous posons la question de recherche suivante: Quelle est la nature, pour les communautés affectées, des ressources, des capacités locales de réponse et de compression du temps, et comment cette connaissance peut-elle être mobilisée pour répondre aux besoins perçus de rétablissement équitable dans les zones affectées du Sud d'Haïti?

Cette étude est importante en ce qu'elle implique les communautés les plus affectées par l'ouragan Matthew dans les efforts de rétablissement et de reconstruction au niveau local. L'approche participative et le niveau communautaire de l'analyse constituent un cadre de travail innovant pour une compréhension théorique de la capacité locale en contexte de fragilité dans lequel le niveau et le type de risques excèdent souvent la capacité des mécanismes d'adaptation des populations vulnérables. La stratégie de recherche adoptée dans cette étude pose les bases d'une meilleure compréhension de la préparation et de la réponse aux désastres dans les communautés vulnérables. Nous espérons que cette étude contribuera à améliorer la conception des systèmes de soutien liés aux catastrophes aux niveaux de l'Etat haïtien et des instances locales de ces communautés. Les données issues de cette étude aideront à optimiser et à harmoniser les besoins perçus des communautés locales avec les ressources institutionnelles mises à disposition par les organisations nationales et internationales. Elle montrera également des voies vers un renforcement des mécanismes d'échange d'information entre les communautés pauvres et le gouvernement en termes de communication et de pratiques culturelles.

« [La population Haïtienne est] l'une des plus exposées aux catastrophes naturelles qui soient au monde [avec] un nombre de catastrophes au km² supérieur à celui de n'importe quel autre pays de la Caraïbe ou de l'Amérique Centrale. »

World Bank, 2015:14

CONTEXTE: L'IMPACT DES CATASTROPHES NATURELLES EN HAÏTI

École publique sans toiture, Côteaux, février 2017

Depuis plusieurs décennies, les Haïtiens vivent dans un état permanent d'instabilité politique, économique et sociale. Haïti est mal classée en ce qui a trait aux droits politiques et aux libertés civiles (Freedom House, 2015). La capacité d'absorption du marché du travail reste limitée et les investissements dans les services publics tels que la santé et l'éducation figurent parmi les plus bas de la région Caraïbes (UNESCO, 2013 ; World Bank, 2015 ; WHO, 2015). De plus, une gouvernance médiocre a eu pour résultat une faible planification urbaine, une ultracentralisation des services, une déforestation massive et une migration disproportionnée des zones rurales vers les centres urbains. Ces facteurs exacerbent la menace du changement climatique tout en faisant de la population haïtienne « l'une des plus exposées aux catastrophes naturelles qui soient au monde » avec « un nombre de catastrophes au km^2 supérieur à celui » de n'importe quel autre pays de la Caraïbe ou de l'Amérique Centrale (World Bank, 2015 : 14). Lorsqu'ils sont combinés, ces facteurs ont fait des situations d'urgence complexe une menace existentielle pour la société haïtienne et ses institutions fondamentales. Cela est particulièrement manifeste lorsque l'on examine l'impact des catastrophes naturelles sur Haïti sur la période des 12 dernières années (voir Tableau 1).

L'extrême pauvreté affecte de façon disproportionnée les Haïtiens des zones rurales, tels ceux qui ont été directement affectés par l'ouragan Matthew dans les départements du Sud et de la Grande-Anse. Un accès limité à des filets de sécurité rend l'Haïtien moyen vulnérable aux dommages et aux perturbations des activités quotidiennes causés par des catastrophes naturelles (Shultz, Cela, Marcelin et al., 2016). L'impact de l'ouragan Matthew sur le Sud d'Haïti devrait poursuivre cette tendance avec des dommages estimés à un total de 2,1 milliards de dollars US (GoH/Gouvernement d'Haïti, 2017)

Les ressources nécessaires pour atténuer et prévenir les risques ainsi que pour répondre aux catastrophes en série qui ont affecté Haïti excèdent ce que les donateurs et les organisations internationales ont mis à disposition pour ce pays à travers leurs programmes d'aide. Cette réalité implique que Haïtiens, à travers leur gouvernement, leurs institutions civiques et sociales, tant au niveau national que communautaire, doivent faire de l'atténuation des risques et de la préparation une priorité centrale et une partie intégrante du développement de ce pays. Cette étude a été conçue afin d'identifier les ressources et les biens sur lesquels les communautés les plus affectées par l'ouragan Matthew, mais aussi les institutions nationales et les établissements externes, peuvent appuyer leurs efforts de redressement et de reconstruction. Elle constitue également une tentative d'engager les institutions haïtiennes et les organisations de la société civile, de même que les partenaires internationaux qui œuvrent en Haïti, dans une réflexion critique sur la façon de réduire les risques et se préparer à de futures catastrophes.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES CATASTROPHES EN HAÏTI AU COURS DES 12 DERNIÈRES ANNÉES

Evènement	EFFET SUR LE PIB	NOMBRE D'INDIVIDUS AFFECTÉS	NOMBRE DE MORTS
2004 Ouragan Jeanne*	7%	300.000	5.000
2007 Ouragans Dean et Noel*	2%	194.000	330
2008 Ouragans Fay, Gustav, Hanna, et Ike*	15%	1.000.000	800
2010 Séisme*	100%	2.000.000	222.500
2010 Epidémie de choléra**	Absence de données	794.683†	9.495
2010 Ouragan Tomas***	Absence de données	Absence de données	35
2016 Ouragan Matthew*	25%	2.100.000	546
TOTAL		**5.594.000**	**238.706**

Sources: *Gouvernement haïtien, 2010; 2016; **MSPP, 2016; 2017; †Nombre de cas suspectés entre 2010 et 2016 (MSPP, 2016) ***Pasch et Kimberlain, 2011.

« Lorsqu'une zone est déclarée inhabitable, nous devons trouver un lieu pour reloger ses habitants. On veut que nous relogions les résidents des zones côtières, mais où? »

Le maire de Côteaux

L'OURAGAN MATTHEW : L'ETUDE DE LA SITUATION POST-DÉSASTRE

Site de travail de terrain à Mathieu, Côteaux, février 2017

Méthodologie

L'étude a employé une approche multidisciplinaire et participative incluant l'ethnographie, les enquêtes auprès des ménages, les enquêtes auprès des leaders communautaire, le bilan Ressources-Accès des communautés et des ménages, ainsi que l'analyse historique et politique. Une évaluation participative des besoins a été menée, qui contenait une étude des perspectives des citoyens locaux sur l'impact de l'ouragan Matthew sur leurs vies de même que les besoins locaux, afin de renseigner les opérations de redressement d'une manière qui prenne également en compte l'atténuation des risques futurs.

Données quantitatives:

Les études menées auprès des leaders communautaires et des ménages ont été tirées de l'outil Humanitarian Emergency Settings Perceived Needs Scale (HESPER), mis au point par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS/WHO) et adapté suite au séisme de 2010 en Haïti. L'Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement (INURED), avec l'autorisation écrite de l'OMS, a procédé pour cette étude à une adaptation de l'outil HESPER. L'enquête inclut aussi un module s'appuyant de l'instrument Ressources-Accès, également adapté par l'INURED. Tous les instruments ont fait l'objet d'un test pilote en créole haïtien.

Stratégie d'échantillonnage pour l'enquête auprès des ménages:

Plusieurs observations ont guidé le plan d'échantillonnage de cette étude. Premièrement, nous ne disposions pas de listes des ménages dans le contexte post-catastrophe de l'étude. Deuxièmement, la population était largement répartie dans des abris et/ou des tentes de fortune tant dans les zones rurales qu'urbaines touchées par la catastrophe. Troisièmement, nous avons pris en compte les résultats des Post-Disaster Needs Assessment (PDNA) du gouvernement d'Haïti mises sur pied du 8 octobre au 28 novembre 2016 (GoH, 2017), qui ont montré combien la gravité de la catastrophe était, toutes proportions gardées, également répartie dans les régions du Sud et de la Grande-Anse. Sur la base de ces observations, le plan d'échantillonnage qui a été privilégié a consisté en un échantillonnage par grappes sur trois niveaux de stratification. Au premier niveau, une commune et ses sections communales ont été sélectionnées de façon aléatoire sur une liste des communes impactées dans les divisions administratives/géographiques du Sud et de la Grande-Anse (voir Figure 1 pour la division administrative et l'échantillon dans le Tableau 2). Au sein de la commune sélectionnée et de ses sections communales, des segments définis de ce que l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI, 2003) a appelé les sections d'énumération (SDE). Au deuxième niveau, les grappes ont été choisies de façon aléatoire sur la liste des SDE pour ces communes. Au troisième niveau, au sein de chacune des grappes sélectionnées, 21 ménages ont été choisis au hasard de façon que chaque ménage ait une même chance de représentation. Les abris et tentes de fortune ont été inclus dans l'étude de façon à fournir des estimations représentatives de ces communes. Etant donné que cette population est en fluctuation, nous avons utilisé les données les plus récentes du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) des Nations Unies afin de déterminer une évaluation de la taille de l'échantillon final. Pour ce qui est de l'enquête dans cette étude, nous avons eu recours à un (1) enquêté éligible par ménage autorisé à répondre aux questionnaires.

Au total, 984 enquêtes auprès des ménages et 69 auprès des leaders communautaire ont été menées dans 25 localités des départements de la Grande-Anse et du Sud. Les critères d'inclusion pour cette étude concernaient les hommes et les femmes, 18 ans et plus, résidant dans les communes sélectionnées. Les hommes et les femmes ayant un handicap mental les empêchant de comprendre les questions posées ont été exclus. Les leaders communautaires ont été choisis de manière délibérée. Les enquêtes auprès des leaders communautaires et des ménages ont été menées dans 5 communes, 12 sections communales et 25 localités (voir Tableau 2).

TABLEAU 2: SÉLECTION DES SITES D'ENQUÊTE AUPRÈS DES MÉNAGES

Département	Localité	Section communale	Nombre d'enquêtes menées auprès des ménages	Nombre d'enquêtes prévues	Nombre d'enquêtes menées auprès des leaders communautaires
Grand-Anse	Chambellan	1ère et 2ème	189	189	15
	Anse d'Hainault	1ère, 3ème et 4ème	255	245	15
	Dame Marie*	1ère (Barriadèle)*	21	21	9
Sud	Côteaux	4ème, 5ème et 6ème	245	245	15
	Les Anglais	1ère, 2ème et 3ème	274	245	15
Total			**984**	**945**	**69**

Source : Cartographie des Ressources et des Capacités pour un Recouvrement et une Reconstruction Equitables, 2017

***Dame Marie n'a fait l'objet que d'une approche ethnographique, à l'exception de Barriadèle, 1ère section communale.**

Route nationale, département du Sud, janvier 2017

Données qualitatives:

La partie qualitative de l'étude inclue 23 discussions de focus group, 60 entretiens approfondis, des observations ethnographiques et de la cartographie.

Protection des sujets humains:

Un protocole d'Ethique de la Recherche (Comité d'Ethique ou Institutional Review Board, IRB) a été développé et une autorisation de l'IRB a été obtenue à travers le Comité d'Ethique de l'INURED reconnu par le gouvernement fédéral des Etats Unis.

Equipes de recherche:

La recherche de terrain a été menée par cinq équipes: quatre équipes chargées des enquêtes et une équipe charge de l'ethnographie. Les équipes de terrain étaient formées d'un responsable de terrain de l'INURED et de cinq enquêteurs, tandis que l'équipe ethnographique était constituée de six chercheurs de l'INURED. L'INURED a utilisé un modèle participatif incluant 20 membres des communautés hôtes, formés à la pratique de l'enquête dans leurs localités respectives. La formation des enquêteurs et de l'équipe de recherche ethnographique s'est tenue à Port-au-Prince. La formation des membres communautaires s'est tenue à Les Anglais pour les équipes travaillant aux Anglais et aux Côteaux, et à Anse d'Hainault, pour les équipes d'Anse d'Hainault/ Dame Marie et Chambellan. Les responsables d'équipe (superviseurs) et les ethnographes de l'INURED ont pris part à ces deux formations.

Route endommagée à Port Salut, février 2017

Résultats:

Caractéristiques des participants à l'étude

Un peu moins de mille (984) ménages ont participé à l'étude Cartographie des Ressources et des Capacités pour un Redressement et une Reconstruction Equitables. Dans les différentes localités, les femmes représentaient un peu plus des trois-cinquièmes (61,5%) des participants des enquêtes sur les ménages. Les leaders de famille âgées de 45 ans et plus représentaient plus de la moitié (52%) de l'échantillon. Un peu moins de la moitié (48.75%) de l'ensemble des participants ont déclaré vivre dans un foyer composé de 4 à 6 membres supplémentaires, concordant en cela avec les données du recensement national (MSPP, 2013).

Le niveau d'éducation des participants à l'enquête était faible dans l'ensemble des sites. A Les Anglais, 32% de l'ensemble des participants n'avaient reçu aucune instruction scolaire tandis que 29% déclaraient avoir commencé des études primaires sans les avoir achevées. Dans les trois autres localités, la majorité des répondants déclarait un niveau de scolarité primaire dans lequel Chambellan représentait les taux les plus élevés avec 45%, suivi de Anse d'Hainault et Côteaux avec respectivement 33% et 30%. Si la plupart des répondants des trois localités avaient reçu une éducation primaire, une partie significative des participants restants déclarait n'avoir reçu aucune instruction scolaire (voir Tableau 3).

Il faut poser ici quelques questions de statistique: est-il possible que des répondants aient pu accéder à l'éducation au niveau secondaire s'ils n'ont pas achevé leur cycle primaire? C'est en tout cas ce que semble indiquer les lignes deux et trois.

La majorité des répondants (70%) ont rapporté qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille possédaient le terrain sur lequel ils vivaient, Chambellan montrant le plus fort taux de propriété du terrain avec un peu moins de 90% et Les Anglais rapportant le plus bas taux avec 60%.

Préparation aux catastrophes:

Il a été demandé aux participants à l'étude quels étaient les plus grands périls pour leur communauté. Parmi les options se trouvaient: les inondations; les ouragans; les séismes; les raz-de-marée/tsunamis; enfin les glissements de terrain. Les villes côtières telle que Anse d'Hainault et Côteaux ont indiqué les ouragans et les raz-de-marée ou tsunamis comme menace première. Dans les deux villes, les zones résidentielles sont établies à quelques mètres de la mer. Les mairies s'efforcent d'en protéger les résidents: "Lorsqu'une zone est déclarée inhabitable, nous devons

TABLEAU 3: NIVEAU D'ÉDUCATION DES RÉPONDANTS

Éducation	Anse d'Hainault	Chambellan	Côteaux	Les Anglais
Début d'enseignement primaire	33%	45%	30%	29%
Primaire complet	10%	10%	12%	12%
Début d'enseignement secondaire	19%	17%	25%	18%
Secondaire complet	4%	5%	5%	7%
Début d'enseignement universitaire	3%	2%	3%	0%
Universitaire complet	4%	0%	3%	2%
Aucune instruction scolaire	27%	21%	21%	32%

Source: Cartographie des Ressources et des Capacités pour un Recouvrement et une Reconstruction Equitables, 2017

trouver un lieu pour reloger ses habitants. On veut que nous relogions les résidents des zones côtières, mais où?" (Le maire de Côteaux). Les deux villes ont d'importantes populations côtières qui ont été sévèrement touchées par l'ouragan Matthew. Cependant, les préoccupations concernant le relogement ne se limitent pas à la seule résidence, elles se posent aussi au niveau des espaces communaux. Anse d'Hainault et Côteaux possèdent des cimetières en bordure de mer qui posent des défis uniques, lesquels deviennent encore plus aigus après une catastrophe, ainsi que le fait remarquer ce chef de communauté: "Le cimetière doit être relocalisé. Les cochons y pénètrent et se nourrissent des cadavres!"

Chambellan et Les Anglais, de leur côté, ont désigné les ouragans et les inondations comme menaces premières à leurs communautés. Il faut remarquer que dans ces deux derniers cas, Chambellan et Les Anglais sont bordés par les rivières Grande-Anse et Les Anglais, respectivement. Au cours des discussions de focus group et des entretiens, c'est l'incapacité à protéger de façon efficace les berges de ces rivières qui a été désignée comme étant un problème prioritaire, car les inondations menacent gravement les populations riveraines des deux sites. Les résidents se plaignent que les rivières détruisent les terres arables et, dans les cas les plus sévères, emportent des vies humaines. Bien que la ville de Les Anglais soit elle aussi situé sur la côté Sud d'Haïti, c'est la menace posée par la rivière qui paraît la plus imminente: "Ces dix dernières années, la rivière est passée de 13 à 300 mètres par endroits. Nous devons nous en occuper!" (Un représentant de la mairie).

Les catastrophes naturelles demeurent en Haïti une menace pour la survie en raison de la position géographique, des hauts niveaux de pauvreté, de la fragilité des institutions, de la faiblesse des ressources, de la déforestation, d'une faible planification urbaine et d'infrastructures limitées, qui se trouvent encore exacerbés par le changement climatique (Marcelin, Cela et Shultz, 2016). Malgré cela, seuls 10% des responsables communautaires ont signalé l'existence, au niveau de leurs communautés locales, avant le passage de l'ouragan Matthew, d'une sensibilisation aux initiatives de prévention des catastrophes. La prévention des catastrophes en Haïti comporte notamment l'alerte aux citoyens d'un danger imminent.

Systèmes d'alerte précoce:

Les rapports antérieurs sur la prévention des catastrophes dans le cas de l'ouragan Matthew en Haïti (Charles, 2016) avaient mis l'accent sur l'existence d'une Direction de la Protection Civile, dont le personnel régional accompagné de volontaires se rend en porte-à-porte pour informer les citoyens de l'imminence d'un ouragan. 46% des participants à cette enquête ont déclaré que les systèmes d'alerte consistaient principalement en émissions radiophoniques qui n'avaient pas atteint un grand nombre de zones lorsque la catastrophe est survenue. Une enquête ethnographique de terrain a révélé que le fait de donner l'alerte aux résidents de régions rurales pose des défis particuliers en raison de l'éloignement des habitants dans les zones montagneuses, en particulier en raison des intempéries qui précèdent l'arrivée des ouragans. De plus, les participants ont signalé leur manque de ressources pour l'achat de radios à piles et de batteries, ou d'accès à l'énergie d'une manière générale. Les moyens alternatifs de communication reposaient sur le recrutement de DJ dans les communautés locales pour qu'ils communiquent les alertes par le teledyol (bouche à oreille) de façon amplifiée grâce à leur microphone.

Bien que de nombreux habitants de ces villes connaissaient l'existence d'un système d'alerte, son efficacité a été mise en question et un certain nombre de problèmes ont été évoqués. Dans les discussions de focus group et dans les entretiens, de nombreuses personnes se sont plaintes que les alertes intervenaient trop tard: "On a appris la nouvelle le jour même. On a su qu'il allait y avoir un ouragan mais nous n'étions pas préparés à lui faire face" (Une marchande). L'ouragan

Cimetiére Côteaux, janvier 2017

DJ à Chambellan engagé pour alerter les résidents, février 2017

Chapelle détruite utilisée comme abri, Chambellan, janvier 2017

a eu lieu alors que se déroulait une élection très serrée, ce qui a eu pour effet de politiser les messages d'alerte:

> "Il y a eu des annonces, mais le problème c'est que les gens se méfient du gouvernement, et puis c'était un gouvernement de transition alors les gens étaient sceptiques. C'était une période électorale… On n'est pas habitué à ce que le gouvernement fasse quoi que ce soit pour le peuple alors pourquoi est-ce qu'ils écouteraient aujourd'hui?" (Un agronome de Chambellan).

D'après les participants à l'étude, certains des messagers portaient des T-Shirts aux effigies d'un parti politique, créant chez les groupes d'opposants un scepticisme et l'idée que peut-être ces messages faisaient partie d'un complot pour augmenter la visibilité du parti. Enfin, la marginalisation constante des populations rurales et l'absence de structures viables, comme des abris temporaires, ont rendu ces alertes de dernière minute inopérantes:

> "Le niveau d'éducation ici est si bas et les gens sont déjà si vulnérables. Où auraient-ils auraient pu aller? Qu'est-ce qu'ils étaient supposés faire? Si nous en ville on était alertés, croyez-vous que dans les zones rurales ils ont reçu la moindre alerte?" (Femme, leader communautaire).

Abris et pratiques locales de construction:

Les fonctionnaires locaux ont déclaré qu'Haïti possède un vaste réseau de 1.300 abris ayant une capacité d'accueil d'environ 340.000 personnes (Charles, 2016). Plus de la moitié (54%) des leaders de communautés interviewés ont déclaré qu'il n'y avait aucun abri temporaire de disponible dans leur communauté. Les données de focus group, d'entretiens de même que celles issues de l'observation ont révélés que les écoles et les églises étaient les abris temporaires les plus communément désignés. Or un grand nombre de ces structures n'étaient pas initialement appropriées pour un tel usage. Certains des lieux désignés comme abris étaient déjà délabrés avant les évènements. Lorsque l'ouragan a frappé, la plupart des abris ont été sévèrement endommagés, perdant le plus souvent leur toiture lorsqu'ils n'étaient pas entièrement détruits. A Chambellan, l'église locale se trouvait déjà dans un état de décrépitude avant l'ouragan et son toit s'est effondré dès le début de la catastrophe, forçant les habitants qui y avaient trouvé refuge à s'enfuir vers une maison privée faites de parpaings et de ciment, située à quelques mètres de là. Au cours d'un autre entretien de focus group, des plaintes ont été exprimées à propos d'un autre abri en ville, qui s'est trouvé inaccessible au moment du désastre: "L'école désignée comme abri se trouve en zone inondable ce qui fait personne n'a pu y accéder quand Matthew est arrivé!" Des observations de terrain ont révélé que la plupart des écoles et des églises des villes de la Grande-Anse et du Sud ont subi d'importants dommages tandis que d'autres ont été détruites. Les données montrent que le système d'abris temporaires de la Grande-Anse et du Sud, dans bien des cas, ne contribue pas à la prévention des catastrophes et participe en réalité à la vulnérabilité de la population en cas de catastrophe.

Les données ethnographiques montrent que le système précaire d'abris reflète un problème plus vaste au niveau national : l'incapacité à exécuter, et dans certains à établir, des codes de construction appropriés. Ainsi que le pointe un habitant des Côteaux: "La mairie a un comité de génie civil qui a établi des normes de construction, mais ils n'ont pas les moyens d'appliquer ces règles." Les normes locales de construction ont été identifiées au cours des focus groups et des entretiens comme un obstacle majeur à la prévention des catastrophes. De plus, dans un contexte post-catastrophe dans lequel beaucoup de gens reconstruisent leur habitation avec des moyens limités le problème ne s'est qu'amplifié, ainsi que le souligne ce leader communautaire: "Tout le monde est maçon!" L'histoire se répète, le nombre très élevé de victimes dans le séisme de 2010 à Port-au-Prince a été largement attribué aux mauvaises pratiques de construction, à l'emploi de

matériaux inappropriés et à la construction de bâtiments dans des zones à haut risque. Comme l'indique un leader communautaire: "Il y a eu le tremblement de terre, il y a eu Matthew, et on continue de suivre les mêmes schémas. Rien n'a changé."

Les observations sur le terrain montrent que la plupart des institutions et des habitations restent à reconstruire. Dans de nombreux cas, les débris, en particulier le bois, les tôles et les bâches distribuées dans le cadre de l'aide, ont été utilisés pour rendre les habitations, les écoles et les églises utilisables à court terme. Malgré tout, 93% des participants ont déclaré que leurs communautés n'avaient aucun accès aux ressources nécessaires à la reconstruction de ces structures avec des techniques de construction pérennes et des matériels adaptés. De nombreuses plaintes ont été exprimées quant au manque de vision à vision à long terme des efforts d'assistance: "Des maisons ont été détruites et nous avions espéré qu'on allait nous aider à les reconstruire au lieu de nous donner un peu de nourriture et quelques bâches." Face à la prochaine saison des ouragans, à quelques mois de là, bien des gens sont encore plus vulnérables qu'avant Matthew.

L'impact de l'ouragan Matthew sur les communautés affectées

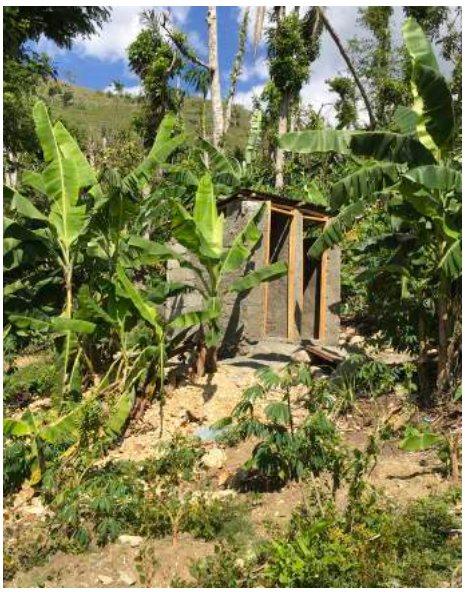
L'ouragan Matthew a dévasté le Grand Sud. Les rapports officiels du gouvernement font état de 546 morts et plus de 175.000 personnes déplacées (OCHA, 2017). Cependant, selon certaines données ethnographiques collectées sur le terrain, le nombre de morts pourrait avoir dépassé largement ce chiffre car de nombreux paysans disent n'avoir eu aucun contact avec des officiels du gouvernement ou des travailleurs humanitaires depuis la catastrophe (le 11 mars 2017, plus de 5 mois après les évènements). Dans la 3ème section communale de Cosse, un groupe de résidents a déclaré qu'au moment de la catastrophe, ils travaillaient dans leurs champs "*nan otè* – dans les hauteurs [dans l'arrière-pays]" le long des frontières du Sud et de la Grande-Anse. Plusieurs veuves de Matthew ont fait part de la perte de leurs époux: "On était partis cultiver notre champ. Quand on y va, on reste 3 ou 4 jours et on dort sur place, parce que c'est loin. On a perdu nos maris et maintenant tout ce qu'on a, ce sont les autres veuves." Une de ces femmes a vu l'ouragan emporter le corps de son mari. On l'a retrouvé plus tard dans la rivière Voldrogue, dans la Grande-Anse, à plusieurs kilomètres de la zone montagneuse où ils se trouvaient. Selon ces veuves, elles ne savaient pas qu'un ouragan s'apprêtait à frapper la region et ont été surprise par l'évènement. Sur la base de nombreux récits de petits paysans de Cosse, des dizaines de parents et de voisins ont perdu la vie et n'ont pas été comptabilisés parmi les décès. Des rapports similaires remontent d'entretiens menés dans les localités suivantes: Danglise, Chombert dans la commune des Abricots; Lafitte et Morne Roc à Chambellan; Morne Bellevue dans la commune de Les Anglais.

L'impact de la catastrophe continue de se faire sentir à travers toute la région sud du pays cinq mois après les évènements, affectant profondément les vies des habitants et l'économie locale.

Selon le gouvernement d'Haïti (2017), en janvier 2017 plus de 120.000 structures étaient gravement endommagées ou totalement détruites par l'ouragan Matthew. Dans le même temps, plus de 93% des participants à l'étude ont déclaré n'avoir plus de résidence. Ils étaient nombreux à exprimer leur déception quant aux opérations de secours, qui ne procuraient aucune aide pour la reconstruction des habitations, des écoles ou d'autres structures communautaires. De plus, en l'absence d'une telle aide, nombreux étaient ceux qui se résignaient à reconduire ce cycle de vulnérabilité: "Je n'ai pas les moyens de reconstruire; tout ce que je peux construire, c'est une cabane. C'est ce qu'on continuera de faire car nous n'avons pas l'argent et personne ne pense à nous." (Une habitante aux Côteaux). Le logement demeurant un problème de base, l'impact de la catastrophe a aggravé la vulnérabilité de la population générale.

Enfants à la source naturelle d'eau, Grand Fonds, Moron, février 2017

Maison détruite à Digo, Côteaux, février 2017



Latrine à Chambellan, février 2017

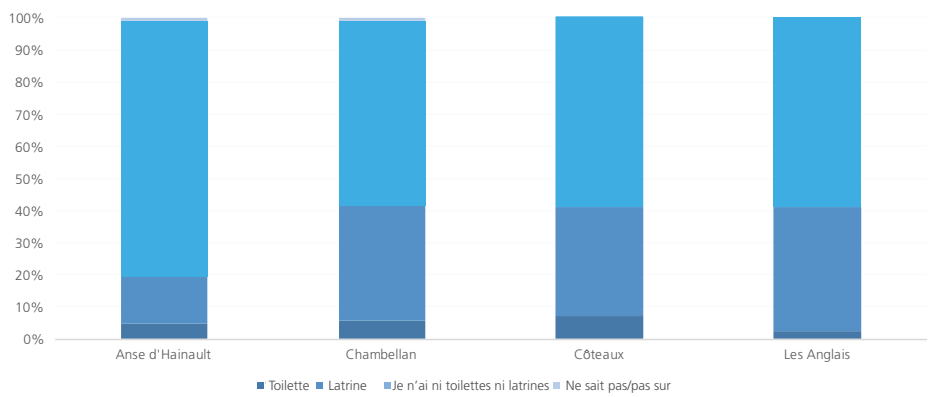
Eau, assainissement et hygiène (WASH):

L'ouragan Matthew a amplifié les problèmes liés à l'eau et à l'assainissement qui lui préexistaient. L'accès à l'eau potable et à ses services est limité en Haïti, et plus encore dans la Grande-Anse (Ahmed, 2016). Soixante-dix sept pour cent des participants ont déclaré que l'accès à l'eau potable pour la boisson et la cuisine représentait pour eux un problème majeur dans le contexte post-catastrophe. Plusieurs initiatives liées à l'eau ont pu être observées dans le Sud et la Grande-Anse. Cependant, les données ethnographiques ont monté que l'accès à l'eau reste un problème majeur pour tous les résidents des localités éloignées, car les postes d'eau se trouvent le plus souvent en ville. Même dans ces localités, les postes d'eau à panneaux solaires sont souvent insuffisants pour répondre à la demande locale, en particulier en fin de journée et dans les périodes d'intempéries. Les actions de sensibilisation menées pour encourager l'emploi d'eau potable auraient besoin d'être renforcées car les habitants de ces localités n'ont pas compris que de nouvelles sources d'eau potables accessibles (telles que les rivières, les nappes aquifères ou sous dlo) se trouvaient contaminés. Les participants refusaient souvent d'utiliser les Aquatabs reçus au cours des opérations d'aide car "elles donnent un goût amer à l'eau". Une autre enquête menée auprès des ménages dans le sud-ouest d'Haïti dans les années 2011-2012 ont également montré une résistance à l'usage des Aquatabs dont on pensait qu'elles "donnaient le cancer ou réduisaient la capacité des individus à résister aux maladies" (Earth Institute, 2013: 93). Des entretiens menés individuellement et en focus group ont montré que les Aquatabs étaient distribuées à la population sans information sur comment les utiliser, pourquoi leur emploi est important après une catastrophe et quelles sont les conséquences sanitaires en cas de non-emploi.

Santé physique:

Avec des services sanitaires limités et une infrastructure faible (World Bank, 2015), la préférence pour des sources d'eau naturelles rend une grande partie de la population vulnérable aux maladies infectieuses. L'accès limité de la population aux toilettes et aux latrines aggrave encore la vulnérabilité de ces populations. Parmi les participants à cette enquête, seuls 5% ont déclaré avoir accès à des toilettes, et un taux plus élevé de participants, 20%, ont déclaré avoir accès à des latrines. Plus de trois-quarts (76%) des participants à l'enquête ont déclaré n'avoir accès ni à des toilettes ni à des latrines. Dans une étude de 2011-2012 portant sur dix communes du sud-ouest d'Haïti, plus de la moitié (56%) des ménages ont rapporté n'avoir aucun accès à des installations sanitaires (Earth Institute, 2013). Dans l'étude présente, Anse d'Hainault se distingue des autres sites en ayant moins d'un-cinquième de répondants déclarant avoir accès à des toilettes ou latrines (voir Graphique 1). Lors d'une discussion de focus group auprès de leaders

GRAPHIQUE 1: ACCÈS AUX TOILETTES OU AUX LATRINES



Source: Cartographie des Ressources et des Capacités pour un Recouvrement et une Reconstruction Equitables, 2017

de communauté à Anse d'Hainault, ce problème a été soulevé comme étant une priorité: "A peu près toute la ville est devenue un lieu de défécation. On a besoin d'un endroit où jeter les déchets!"

Par conséquent, les résultats de l'étude montrent une corrélation entre l'accès aux toilettes ou aux latrines et la déclaration de problèmes graves de santé. Le taux des participants faisant état de problèmes graves de santé augmente fortement lorsqu'on compare les individus ayant accès à des toilettes (57.45%) à ceux ayant accès à des latrines (80.47%). Cette tendance s'accentue pour atteindre 86.76% pour ceux qui n'ont accès ni à des toilettes ni à des latrines (voir Tableau 4). Tandis que les données d'enquête suggèrent que même les personnes ayant accès à des latrines restent vulnérables au niveau de la santé physique, les observations menées par l'ethnographie apportent de nouvelles précisions à la question. On a pu observer que de nombreuses latrines étaient partagées entre de multiples familles. Par exemple, les latrines se situent souvent sur ou à proximité des enceintes scolaires afin de fournir aux élèves un accès à ces installations. Cependant, ainsi qu'il a été observé sur plusieurs sites, ces latrines servent également aux résidents des alentours (dont les enfants fréquentent souvent les écoles en question). Cette situation pose des problèmes d'entretien et de propreté qui contribuent aux problèmes de santé même pour les personnes disposant de latrines.

Une mère et un enfant infectés par la gale, Chambellan, février 2017

TABLEAU 4: ACCÈS AUX TOILETTES OU LATRINE ET SANTÉ PHYSIQUE

SANTÉ PHYSIQUE	Toilettes		Latrine		Je n'ai ni toilettes ni latrines	
	N	%	N	%	N	%
Données manquantes			1	0.34	3	0.48
Un problème grave	27	57.45	239	80.47	544	86.76
Pas un problème grave	19	40.43	57	19.19	79	12.6

Source: Cartographie des Ressources et des Capacités pour un Recouvrement et une Reconstruction Equitables, 2017

Enfant malade à Chambellan, février 2017

La santé est une préoccupation fondamentale sur l'ensemble des sites avec 82% de répondants faisant état de problèmes graves de santé. En ce qui concerne les antécédents médicaux, moins de deux-cinquièmes (39%) des répondants à l'enquête ont été vaccinés contre le tétanos, les femmes rapportant des taux légèrement plus élevés (40%) que les hommes (37%). Il a été demandé aux répondants d'identifier les maladies dont ils souffraient après le passage de l'ouragan Matthew. Les maladies les plus communément rapportées par les participants suite à la catastrophe variaient d'une localité à l'autre. A Anse d'Hainault, l'affection la plus communément rapportée appartenait à la catégorie "Malaria/Chikungunya/Zika." Aux Côteaux, ce sont des douleurs et des malaises qui ont été les plus souvent déclarées. A Chambellan et Les Anglais, la maladie la plus communément citée était la dysenterie. Les données de l'ethnographie ont révélé que le choléra formait la principale préoccupation des participants à l'enquête avant l'arrivée de l'ouragan tandis que les rhumes [*grip*] et la dysenterie [*kolorinn*] sont devenus des préoccupations majeures dans toutes les localités suite à la catastrophe. Dans l'ensemble de l'enquête, les participants se sont plaints de la dysenterie, de sa gravité, et de la similarité de ses symptômes avec ceux du choléra: " C'est la maladie qu'on appelle kolorinn [*dysenterie*] qui dévaste notre communauté. Ça peut durer de 8 à 15 jours… La personne va aux toilettes plusieurs fois par jour!" (CASEC, Chambellan). Au cours des discussions de focus groupe à Anse d'Hainault, un fonctionnaire de santé publique s'est inquiété de l'incapacité de la communauté à intervenir sur ce point "Il n'y a pas de modèle

Enfant infecté par l'eczéma, 2ème section communal Rigosse, Chambellan, février 2017

Enfant infecté, 2ème section communal Rigosse, Chambellan, février 2017

d'intervention standard pour la dysenterie (connue localement sous le nom de *kolorinn*). Les gens développent leurs propres remèdes parce qu'il n'existe pas de la part des institutions de santé publique d'intervention systématique." L'accent a été mis sur la prévention de la diffusion du choléra et une campagne lancée suite au séisme de 2010 se poursuit aujourd'hui. Malgré tout, au cours de plusieurs focus groups en février 2017, des professionnels de santé ont critiqué le gouvernement pour son manque de suivi des initiatives locales de lutte contre le choléra: "Le Ministère est venu et a donné aux gens la première vaccination (anti-choléra) en novembre 2016. Ces patients étaient censés recevoir une deuxième injection dans les 15 jours. A ce jour (9 avril 2017), ils attendent toujours leur deuxième injection. On en a plus jamais entendu parler." De ce fait, cette intervention a été jugée par ces gens comme un gâchis de temps et de ressources.

Si les maladies physiques qui ont suivi la catastrophe sont fréquentes, le degré des dévastations causées par l'ouragan Matthew constitue une raison suffisante pour explorer son impact sur la santé mentale des survivants. Les besoins en santé mentale des communautés dévastées ont été largement ignorés ainsi que l'explique ce médecin local: "Nous avons besoin d'une intervention dans le domaine de la santé mentale, il y a des gens qui ont tout perdu!" Soixante-quatre pour cent des répondants se sont déclarés profondément préoccupés par la santé mentale des membres de leur communauté tandis que plus des trois-quarts (78%) des participants déclaraient souffrir de détresse. Cependant, il n'a été fait état dans toute l'étude d'aucune intervention dans le domaine de la santé. Le point le plus préoccupant est que plus des deux-tiers (67%) des participants ont déclaré ne pas avoir accès à des soins de santé appropriés. Parmi les raisons le plus souvent évoquées pour expliquer ceci était le nombre insuffisant de médecins ou d'infirmières dans les cliniques et les hôpitaux et les participants ont déclaré ne pas avoir d'accès adéquat aux soins de santé. Parmi les raisons les plus souvent avancées pour expliquer ce fait était le nombre insuffisant de médecins ou d'infirmières dans les cliniques/hôpitaux et la non-disponibilité des médicaments prescrits. Un des groupes de recherche de terrain s'est vu déclarer par un professionnel de santé d'un hôpital local que s'ils prescrivaient bien certains médicaments aux patients, ils étaient conscients que nombre de ces médicaments n'étaient plus disponibles sur le marché local. Cette femme leur a soumis une liste de médicaments à rapporter à son établissement afin de répondre à ce problème.

Emergence d'épidémies:

Après les catastrophes, de nouvelles épidémies peuvent faire leur apparition au sein d'une communauté et tandis que les maladies préexistantes deviennent plus aigües ou plus répandues. Au cours de la mise en œuvre de l'enquête en janvier 2017, certains répondants ont commencé à mentionner l'existence d'irritations de la peau généralement appelées "gratel [démangeaisons]". En février 2017, les données ethnographiques ont révélé que les gratel étaient devenues encore plus fréquentes et s'étaient répandues, à des taux divers, au sein de différentes communautés, en particulier dans la 2ème section communale de Chambellan. Il est un endroit en particulier où plus de 50 habitants, allant de bébés âgés de huit semaines à des vieillards, ont été photographiés afin que leurs troubles dermatologiques puissent faire l'objet à l'avenir d'une intervention. Des membres de University of Miami's Miller School of Medicine ont établi les diagnostiques préliminaires des maladies de peau présentes sur ces photos.

Parmi les infections qui ont été identifiées se trouvaient: l'eczéma, la gale, le tinea capitis, le lichen nitidus et le prurit. La nature extrêmement contagieuse de ces infections, lesquelles peuvent se répandre par le contact direct ou le partage d'effets personnels, demande une intervention immédiate. Cependant toutes les études qui ont été réalisées jusqu'ici n'ont jamais fait état de l'existence de ces maladies émergentes, et elles ont encore moins fait l'objet d'interventions de la part d'institutions de santé dans les zones étudiées. Les données ethnographiques révèlent que ces maladies ont commencé à se répandre vers la ville de Chambellan et dans les sections

communales des localités voisines dont Dame Marie et Les Anglais. Etant donné la migration croissante qui a été rapportée par les participants à l'étude, principalement en direction de Port-au-Prince car les opportunités d'emploi à Jérémie et aux Cayes sont limitées, il est plausible que ces maladies s'étendront à la capitale si elles ne sont pas traitées. Une initiative conjointe du Project Medishare et de l'INURED a mis sur pied une intervention rapide en Haïti les 9 et 10 avril, 2017. Au cours de ces deux jours, plus de 400 hommes, femmes et enfants ont pu consulter une équipe de dermatologues haïtiens et américains, de spécialistes des soins de blessure, de spécialistes de la santé publique et de travailleurs de la santé et dotée de médicaments pour le traitement. Ce type d'initiative, même si elle est couronnée de succès, doit être appuyé et repris par les organismes officiels de santé locaux et nationaux pour être efficace et durable.

Agriculture et insécurité alimentaire:

"Les prochains mois vont être critiques. Nous sommes face à un grave problème d'insécurité alimentaire!"
~ CASEC, Chambellan.

Haïti est une société principalement agricole dans laquelle les zones rurales, en particulier, dépendent de façon disproportionnée de l'agriculture. De ce fait, des efforts significatifs ont été faits pour observer les expériences d'agriculteurs et d'agronomes à la fois avant et après la catastrophe afin de mieux saisir son impact sur le Grand Sud. Au cours des discussions de focus group et des entretiens, des fermiers ont expliqué qu'ils entreposent des semences dans le galata (grange) de leur maison. Pour cela, la plupart des fermiers ont perdu les semences qui étaient vitales pour les activités agricoles. "On a tout perdu, nos maisons et nos grains. Nous n'avons plus rien!" Cependant, ainsi que l'expliquent les fermiers, l'impact terrible de Matthew sur l'économie agricole de la Grande-Anse et du Sud ne fait que commencer avec la perte des semences. Ils se plaignent de ce que beaucoup d'étrangers ne parviennent pas à comprendre la gravité de la situation, comme l'explique cet agronome de Chambellan: "Il faut un effort immédiat de reconstruction pour nous aider à enlever les arbres sur nos terres. Nos cultures meurent au-dessous, c'est la saison des plantations et les fermiers ne peuvent rien planter. Si on n'enlève pas ces arbres nous allons perdre de la surface arable et nous devrons faire face à de graves famines dans les mois qui viennent!"

Les données d'observation montrent que cinq mois après la catastrophe de nombreux arbres de gros diamètres, des arbres centenaires, n'avaient toujours pas été enlevés des espaces communaux et des exploitations agricoles privées. Etant donné que le fermier haïtien typique n'a accès qu'à des outils rudimentaires (comme la machette), il ne dispose pas de l'équipement approprié pour nettoyer les débris présents sur ses terres. De plus, la taille et le poids de certains de ces arbres demande une force humaine significative pour être enlevés. Par exemple, au cours d'un entretien, le maire d'Anse d'Hainault a expliqué qu'il avait fallu rassembler un groupe de 16 hommes, tous les jours pendant une semaine, afin de retirer un seul gros arbre bloquant la seule voie carrossable reliant Anse d'Ainault et Dame Marie au reste d'Haïti. De même que cette route est une bouée de sauvetage pour ces villes, la terre est une bouée de sauvetage pour les petits fermiers du Sud. La perte de terre arable ne compromet pas seulement la capacité alimentaire des fermiers et de leurs familles, elle contribue aussi à l'insécurité économique générale dans le pays.

Si les débris constituent un obstacle majeur à la relance du secteur agricole dans le Grand Sud, on a découvert que certains des arbres encore debout étaient en réalité morts à la racine. Ces arbres avaient soulevé l'espoir que, comme l'avait prétendu un représentant du gouvernement, "La nature va se régénérer!" En février 2017, bien que ces arbres soient restés debout, la plupart d'entre eux n'ont pas porté de fruits car l'ouragan les avait détruits à la racine. Suite à l'ouragan Matthew, la Grande-Anse en particulier a été touchée par des averses continuelles durant près

Débris sur les jardins de Grand Fonds, février 2017

Les chenilles menacent les jardins, février 2017

Cultures des patate douces détruites par des chenilles, Grand Fonds, février 2017

d'un mois, lesquels ont poursuivi la dévastation des cultures de racines telles que l'igname, la patate douce et de manioc. Des agronomes locaux estiment que qu'il faudra des années pour pouvoir reprendre la culture de nombreuses racines comestibles (voir Tableau 5). De plus, sans recensement connu des arbres et cultures indigènes, à moins que des efforts soient fait pour identifier et codifier de façon rétroactive ces plantes indigènes, dont les semences pourraient être achetées auprès de pays voisins, nombreux sont les végétaux natifs de la région qu'on pourrait ne plus jamais voir en Haïti.

TABLEAU 5: TEMPS ESTIMÉ NÉCESSAIRE DE RÉGÉNÉRATION DES ARBRES INDIGÈNES

Arbres indigènes	Temps nécessaire à la régénération et à la récolte
Avocatier	2 à 3 ans
Arbre véritable/arbre à pain	4 ans
Manguiers	3 à 5 ans
Cocotiers	7 à 10 ans

Source: Cartographie des Ressources et des Capacités pour un Recouvrement et une Reconstruction Equitables, 2017

Les données référencées ci-dessus sont un début d'illustration de la menace imminente d'insécurité alimentaire sur ces zones. Elles jettent aussi un éclairage sur les résultats de l'enquête qui indiquent que 96% des ménages connaissent, depuis à la catastrophe, de graves difficultés dans l'accès à la nourriture. Des participants aux focus group ont fait savoir que la perte des récoltes et des terres arables les a privés de la plupart des fruits, légumes et racines dont ils se nourrissaient jusque-là. Les habitudes alimentaires, et c'est bien compréhensible, ont commencé à changer et on a pu observer que des marchandes de rue proposaient des plats de riz aux haricots (des aliments de base fournis par l'aide humanitaire) pour le petit-déjeuner, le déjeuner, et dans certains cas le dîner. A l'heure où nous écrivons ces lignes, aucun des produits cités plus haut ne peut être trouvé dans la Grande-Anse et dans le Sud à moins d'être importé depuis d'autres zones du pays. La population est désormais dépendante des aliments "d'importation", venant d'autres pays ou d'autres régions d'Haïti. Ce que les agriculteurs cultivaient jusque-là pour leur propre consommation, la vente ou le troc, ils doivent maintenant l'acheter à des prix très élevés. Ces producteurs sont devenus des consommateurs, dotés de plus d'un pouvoir d'achat très limité.

Moyens de subsistance et insécurité économique:

L'étude montre que les moyens de subsistance de la population sont gravement menacés, 90% des répondants déclarant l'insécurité économique comme étant problème majeur faisant suite à la catastrophe. Ainsi que le montrent les données de la section précédente, ce phénomène touche de manière particulièrement aigue les travailleurs du monde agricole. Dans la Grande-Anse et dans le Sud, les agriculteurs et les agronomes expliquent que la catastrophe a exacerbé les difficultés d'un secteur agricole déjà déficient et manquant d'outils modernes pour exploiter les ressources naturelles; un secteur menacé par la déforestation; un secteur attaqué par plusieurs types de ravageurs. Avec une couverture forestière nationale extrêmement basse – estimée entre à moins de 2% (UNDP/Programme des Nations Unies pour le Développement, 1996) et 32,3% (Churches et al, 2014), Haïti est devenue incapable de produire suffisamment d'aliments pour nourrir sa population, dont la moitié souffre de malnutrition (WFP, 2017). Avant octobre, l'insécurité alimentaire avait déjà été identifiée comme une menace imminente pour la nation (MSPP, 2013), et alors que la Grande-Anse servait de grenier au pays (Marcelin, Cela et Shultz, 2016) cette région devait faire face à des défis similaires de déforestation, bien qu'à une échelle

moindre. Mais la catastrophe a apporté avec elle de nouvelles menaces, parmi lesquelles deux types inconnus de chenilles (vers), qui ont détruit maïs, ignames, patates douces et quelques autres cultures. Ainsi que l'explique un cultivateur, "Les vers ne nous laissent pas en paix! Nous plantons des patates douces, ils mangent les feuilles. Nous plantons du maïs, ils le dévorent!"

En plus des chenilles qui ont fait leur apparition, d'autres parasites sont désormais une menace pour les cultures et/ou le bétail sans que l'on connaisse d'intervention de la part du gouvernement central ou d'organisations internationales (voir Tableau 6).

TABLEAU 6: PARASITES MENAÇANT LES CULTURES ET LE BÉTAIL DANS LA RÉGION

Parasites	Département(s) le(s) plus affecté(s)	Characteristic
Chenilles	Grande-Anse, Sud	Deux types de chenilles inconnues des agriculteurs ont émergé après la catastrophe. Ces pestes nuisibles ont détruit l'agriculture dans les régions étudiées. Chambellan, Moron, Anse d'Hainault, Dame Marie, Abricots et leurs environs ont été les plus touchés.
Fourmis MINUSTAH	Grande-Anse	Ces fourmis ont détruit les jardins de maïs, de riz, et de patates douces au cours de ces 3 dernières années
Ti Mouton	Grande-Anse, Sud	Cet insecte aux ailes blanches a détruit la production locale d'arachides, jusqu'ici culture principale de localités telles que Tiburon, Les Anglais, Côteaux et Chambellan
Mouches Lougawou	Grande-Anse, Sud	Dévore la peau et les yeux du bétail

Source: Cartographie des Ressources et des Capacités pour un Recouvrement et une Reconstruction Equitables, 2017

Tandis que les cultivateurs luttent pour se relever, les menaces qui pèsent sur leur sécurité alimentaire et le bétail demeurent. Historiquement, ces communautés très largement agraires ont été essentielles à la production agricole de la nation, en particulier dans la Grande-Anse, ce qui indique que la menace qui pèse aujourd'hui sur leur sécurité alimentaire pourrait demain concerner la nation tout entière.

Accès à l'éducation:

De nombreux participants se sont exprimés sur l'impact qu'a eu l'ouragan sur l'éducation de leurs enfants. Les données ethnographiques collectées auprès des parents ont indiqué que l'éducation était devenue dans le sillage de l'ouragan un problème majeur, beaucoup ont attiré notre attention sur la perte de matériel scolaire comme les livres, les fournitures, et même les vêtements et chaussures dont la disparition rend la reprise de l'école incertaine. " Nous avons tout perdu dans l'ouragan, les livres, les cahiers, et même les chaussures!" Même si on pouvait s'attendre à ce que beaucoup d'enfants soient déclarés comme non-scolarisés, en raison des pertes économiques endurées, la plupart des administrateurs de l'enseignement ont déclaré que les enfants étaient entièrement déscolarisés car ils accompagnaient leur famille dans leur migration vers Port-au-Prince ou tentaient d'y rejoindre des membres de leur famille, suite au désastre causé par l'ouragan. L'enquête ethnographique révèle qu'en raison de la crise alimentaire, de nombreux parents des zones rurales n'envoyaient plus leurs enfants à l'école. Voici ce qu'on a pu entendre dans un focus group compose de parents à Digo, dans la commune des Côteaux: "Les enfants ont deux heures de marche pour aller à atteindre l'école. On peut les nourrir le matin mais comment trouveraient-ils l'énergie de rentrer à la maison l'après-midi?"

Ecole détruite à Durocher, Anse d'Hainault, février 2017

Distribution alimentaire à Anse d'Hainault, février 2017

La distribution d'aide humanitaire, Côteaux, février 2017

Aide humanitaire:

Depuis octobre dernier, les efforts ont été engagés pour répondre à certains des défis les plus immédiats posés par l'ouragan. Les données de focus group et d'entretiens montrent que des efforts initialement portés dans le domaine de l'accès à l'eau potable et/ou les Aquatabs, des services de santé, de la fourniture de tôles, de bâches et de nourriture. L'aide s'est ensuite élargie, incluant des distributions d'argent liquide et de semences. Dans l'ensemble de l'étude, des inquiétudes ont été soulevées quant à l'insuffisance de l'aide apportée, son mode de distribution, et plus spécifiquement sa destination, de même que son caractère plus ou moins inapproprié.

Après l'ouragan, la distribution de nourriture est devenue une priorité dans les deux départements car la production agricole locale était au point mort et les infrastructures endommagées empêchaient tout importation de produits agricoles depuis d'autres régions du pays. Selon des observations ethnographiques, l'aide alimentaire a été, le plus souvent, distribuée par des organisations non gouvernementales (ONG) et comportaient : un sac de riz, des haricots secs et de l'huile de cuisson, ou une variation. Si les communautés récipiendaires ont exprimé leur gratitude, beaucoup de gens se sont plaints que cela était insuffisant car n'atteignant pas toutes les familles dans le besoin, en particulier dans les zones rurales. Les données de l'enquête montrent que la plupart des participants considéraient qu'il y avait un problème dans la manière dont l'aide était apportée, et identifiaient l'insuffisance de l'aide comme raison première du problème : "Aujourd'hui encore, on a des problèmes. Quand ils distribuent la nourriture, certains reçoivent, d'autres pas."

L'insuffisance de l'aide a conduit à une critique des choix de sélection prioritaire. Dans l'ensemble des localités, la majorité des participants à l'étude a déclaré que l'aide était inéquitable, avec des taux de réponses légèrement en dessous des 50% à Anse d'Hainault, presque les trois-quarts à Côteaux, plus de 80% à Les Anglais et près de 90% à Chambellan. Au cours d'une discussion de focus group, le gouvernement local a exprimé le fait que l'insuffisance de l'aide plaçait la mairie face à un dilemme vis-à-vis de sa circonscription: "Un ministère a offert 100 sacs de riz. Je n'ai pas pu les accepter en raison des problèmes que cela posait. Qu'aurions-nous dit aux milliers de familles qui n'auraient pas reçu cette aide?"

Comme l'illustre cette dernière citation, l'incapacité à apporter l'aide à la plupart des gens était redoublée par le risque de contribuer aux allégations de corruption locale. L'aide alimentaire étant limitée à une partie de la population, différents programmes ont été élaborés par les pouvoirs locaux et les autorités internationales afin de déterminer qui recevrait quel type d'aide et quand. De plus, étant donné que la catastrophe s'est produite quelques jours à peine avant une élection très serrée, l'aide a aussi été perçue sous un jour politique. De fait, les trois premiers mois de l'aide ont coïncidé avec les dernières étapes des élections présidentielles et législatives. Ainsi, dans l'ensemble de l'enquête que nous avons menée, de nombreux participants ont affirmé que l'administration locale avait utilisé l'aide pour renforcer sa base électorale et s'assurer ses votes, en faisant de l'aide un instrument de la campagne: "Il faut avoir des relations pour avoir l'aide! Si vous n'êtes pas dans le bon parti, vous n'avez rien!"

L'ethnographie fait remonter des accusations de corruption, dans divers lieux, toujours liés à l'influence de la politique locale sur la distribution de l'aide. Cependant, une autre dimension grave était ajoutée aux allégations de corruption portés contre les responsables de la distribution de l'aide: "Seules les jeunes filles reçoivent l'aide. Elles couchent avec eux en échange d'un sac de riz. Ce qu'ils [ceux qui distribuent l'aide] font est honteux!" Les données ethnographiques confirment cette prédation, qui s'étend au-delà du seul programme d'aide. Les femmes jeunes et vulnérables deviennent des proies pour des hommes plus âgés et jouissant d'une sécurité économique. Une équipe de terrain a rencontré un homme de 35 ans qui leur a montré la tente en front de mer qui abritait sa compagne âgée de 14 ans, enceinte et accompagnée d'un bébé

provenant d'une relation précédente. Au cours de l'entretien informel, ce père de trois enfants récemment "divorcé" a montré à l'équipe les deux maigres vivaneaux rouges qu'il offrait à sa nouvelle "famille" pour le repas du soir. Il se disait fier d'être venu à la rescousse de cette pauvre fille.

Le niveau de dévastation causé par l'ouragan Matthew a poussé certaines personnes à se demander pourquoi ni le gouvernement de transition ni le président actuel, qui a pris ses fonctions en février 2017, n'a déclaré l'état d'urgence. Devant de si grands besoins et des ressources locales et internationales destinées aux opérations de secours qui s'avèrent limitées, l'aide fait l'objet d'une surveillance. Beaucoup remettent en question la qualité de l'aide qui est apportée, notamment l'aide alimentaire: "Nous devons nous poser la question: est-ce que la nourriture que nous recevons fait partie du problème de santé que nous observons?" Ce sentiment a trouvé écho chez de nombreux participants, certains pensant que certains pays envoient en Haïti un riz génétiquement modifié qui les a rendus malades. D'autres doutent du caractère approprié de l'aide, ainsi que le montre leur préoccupation exprimée quant à l'échec de l'aide en matière de reconstruction des foyers et des écoles. Les autorités locales ont souligné combien des ONG se montraient soucieuses d'obtenir les autorisations officielles de travailler dans leurs zones ; les autorisations une fois accordées ces organisations disparaissent. Le manque d'implication locale dans les décisions liées à la nature de l'aide, à qui et comment elle doit être apportée, a amené de nombreuses personnes à la conclusion que "Il y a des aides qui n'en sont pas réellement. C'est un business qui déstabilise les initiatives et les institutions locales." (Femme, leader communautaire, Anse d'Hainault).

Membre d'une association d'élevage du bétail recevant un taureau de son groupe, Chambellan, février 2017

Atouts communautaires, Ressources et Capacités

Cette étude a été conçue pour identifier les ressources et les biens (matériels et immatériels) disponibles dans les communautés les plus affectées par l'ouragan Matthew afin que les initiatives de redressement et de reconstruction puissent y prendre appui et favoriser la durabilité des actions. Les données quantitatives et ethnographiques ont permis de définir ces biens et ces ressources comme suit:

Biens physiques/matériels:

Ainsi qu'il a déjà été mentionné, environ 65% des participants à l'étude étaient propriétaires de leur terre ou de leur habitation. Des instruments de financement novateurs (argent comptant, assurance ou crédit) les aideraient à valoriser et organiser leurs actifs de façon productive, particulièrement en ce qui a trait à la production agricole.

Biens sociaux:

De nombreux groupes de femmes, certains avec l'aide d'ONG, ont créé des coopératives de crédit (*mityèl*). Cette étude a pu identifier plus de 175 *mityèl* crées par des femmes sur l'ensemble des sites, certaines ayant plus de 10 ans d'existence. Ces coopératives se répartissent comme suit: 32 dans les zones urbaines et rurales des Côteaux, 49 dans les zones rurales et urbaines de Les Anglais; 38 dans les zones urbaines et rurales de Chambellan; 30 dans les zones urbaines et rurales d'Anse-d'Hainault; enfin 28 dans les zones urbaines de Dame Marie. Plus de 800 groupes de cultivateurs fondés sur les principes de l'échange et de la réciprocité de main d'oeuvre ont été identifiés sur l'ensemble des sites, qui représentent les principaux moteurs de l'organisation du travail agricole. Ces groupes revêtent de nombreuses formes, dont: s*ori, kove, eskwad,* et *atribisyon*. Ils varient par la taille et la structure mais peuvent tous fournir une force de travail collectif pour désherber, planter et retirer les arbres tombés en échange de repas, de boissons ou d'indemnités nominales. Cette enquête a identifié sur l'ensemble des sites 220 groupes de jeunes

organisés autour d'activité civiques et/ou culturelles. Sur l'ensemble des sites 154 associations ou coopératives de pêcheurs ont été dénombrées. Ces réseaux, qui fédèrent des marchands, des cultivateurs, des jeunes, des pêcheurs et d'autres groupes à petite ou grande échelle, devraient servir de socle à toutes les actions au niveau communautaire ayant pour objectif le redressement et la reconstruction.

Ressources humaines:

Les compétences locales peuvent être renforcées mais des opportunités existantes pour poursuivre les efforts menés par les acteurs locaux - leaders politiques, société civile et professionnels (par exemple les administrateurs, professeurs, ingénieurs, avocats, médecins) - dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et du commerce. L'identification des leaderships locaux sera un facteur essentiel d'adhésion communautaire et de durabilité des actions menées.

Relations institutionnelles et capital:

Mairies, églises, cliniques, ONG locales et organisations communautaires font partie des ressources institutionnelles qui doivent être renforcées ou optimisées dans les actions de redressement et de reconstruction.

Instruments (organisation):

Les banques coopératives, les organisations communautaires, les exploitations agricoles, enfin la pêche dans les zones côtières constituent des ressources matérielles pour lesquelles les communautés peuvent prendre des initiatives afin de s'impliquer de façon directe dans les efforts de reconstruction. Ainsi qu'il a été montré ailleurs, plus le degré de participation d'une communauté à l'élaboration d'un projet est élevé, plus grand est leur niveau de participation à sa mise en place et plus grand son potentiel de durabilité (IFRC, 2011).

Temps:

Une approche en terme de Ressources, Accès et Temps requiert que les communautés locales soient soutenues dans les différentes étapes sur le chemin d'une plus grande autosuffisance économique. Ceci nécessite de collaborer avec le gouvernement local, les organisations communautaires, les ONG et les organisations internationales, en recherchant la manière d'échelonner des interventions en consultation avec les acteurs locaux qui soient adaptées à leurs besoins réels.

« Selon le gouvernement, les pertes et les dommages causés par Matthew sur le secteur agricole s'élèvent à un total de 573,3 millions de dollars et laisseraient plus de 1,3 millions de personnes dans l'insécurité alimentaire dans la région du Grand Sud. »

Gouvernement d'Haïti, 2017

Rencontre de restitution à Anse d'Hainault, mars 2017

Rencontre de restitution à Les Anglais, mars 2017

Depuis 2004, des catastrophes ont affecté les vies de plus de cinq millions d'Haïtiens, causant de graves dommages aux infrastructures et affectant une économie déjà faible. Le séisme de 2010, l'une des plus grandes catastrophes de l'ère moderne, a causé plus de 229.000 morts et impacté la vie de plus de 2 millions de personnes. L'épicentre du séisme se trouvait juste au sud de la capitale du pays, là où se situent la plupart des services publics d'Haïti, portant un coup préjudiciable qui affecta la nation tout entière. Quand l'ouragan Matthew a frappé, Haïti ne s'était pas encore entièrement relevée du séisme de 2010. Plus encore, le pays était à ce moment-là conduit par un gouvernement de transition (Ahmed, 2016a). Le mandat du gouvernement intérimaire était d'organiser et superviser les élections pour lesquelles il n'avait que très peu voire quasi pas de ressources. L'ouragan Matthew a ainsi frappé à un moment où Haïti se trouvait dans une très grande vulnérabilité politique et économique.

En préparation de l'ouragan Matthew, dont on attendait qu'il soit de catégorie 4, une grande attention a été portée aux étapes de la préparation en Haïti et dans les pays voisins tels que la République Dominicaine, Cuba et la Jamaïque (Marcelin, Cela et Shultz, 2016). D'après les rapports officiels du gouvernement, 234 abris temporaires ont été mis à disposition des habitants dans trois départements, la Grande-Anse, Nippes et le Sud tandis que 10.000 personnes étaient évacuées à la fois avant et après le désastre (GoH, 2017). Les autorités haïtiennes estiment aussi que les dégâts totaux de l'ouragan étaient de 2,7 milliards de dollars (GoH, 2017).

L'ouragan Matthew a dévasté le Grand Sud. Les autorités haïtiennes estiment à 2,78 milliards de dollars la totalité des dommages causés par l'ouragan, et les rapports officiels font état de 546 morts, 439 blessés, 128 disparus et plus de 2 millions de personnes affectées (GoH, 2017). Il faut noter que le nombre de victimes, de même que des disparus, est sans doute sous-estimé car Haïti a toujours connu des difficultés à maintenir un état civil précis (OAS, 2012). Ce problème est encore accentué dans les provinces qu'a frappé l'ouragan Matthew, ainsi par exemple aux Côteaux et à LesAnglais, les naissances vivantes assistées par un professionnel de santé étaient estimées à 12% et 5% en 2012, respectivement (Earth Institute, 2013), ce qui suggère que le nombre de morts causées par la catastrophe a sans doute été plus élevé. De plus, le nombre de naissances, l'habitat, l'éducation, l'accès à l'eau et aux installations sanitaires etc. ont été négativement impactés. Nous aborderons chacun de ces points. Selon le gouvernement haïtien, l'ouragan Matthew a détruit 103.907 foyers et en a détérioré plus de 110.000 dans huit des dix départements géo-administratifs du pays (GoH, 2017).

La scolarisation d'environ 600.000 élèves a été affectée par l'ouragan, plus de la moitié (317.000) ayant cessé d'aller à l'école (OCHA, 2017). Les écoles des zones affectées restent sévèrement endommagées et beaucoup opèrent dans des conditions de fortune. Au sein des ménages, les parents dont les enfants sont scolarisés dans des écoles privés, et ayant peu ou pas de revenu, ont beaucoup de difficultés à payer les frais de scolarité, et les parents dont les enfants sont scolarisés dans le public comme dans le privé doivent remplacer les manuels, matériels, fournitures, cartables, uniformes et chaussures perdus ou endommagés. Les interventions d'aide n'ont pas pris en compte l'impact des migrations internes sur les familles qui ont quitté les zones affectées par l'ouragan pour tenter de trouver de meilleures opportunités économiques dans la capitale du pays.

Depuis longtemps, la couverture d'approvisionnement en eau et d'assainissement en Haïti a été parmi les plus faibles de la région et similaire à celles des pays subsahariens (Gelting et al., 2013). Les catastrophes récentes telles que le séisme de 2010, l'épidémie de choléra et l'ouragan Matthew n'ont fait qu'exacerber les difficultés des régions tant urbaines que rurales ; car, selon les responsables haïtiens, 90% du système d'approvisionnement en eau existant a été endommagé

ou détruit par l'ouragan (Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement [DINEPA], 2017). Une étude de référence de l'Earth Institute menée sur les années 2011-2012 rapporte que les taux d'accès des ménages à des installations d'eau et aux équipements sanitaires dans 10 communes de la côte sud-ouest d'Haïti étaient de 45% et 22% respectivement (Earth Institute, 2013). En 2013, les taux d'accès au niveau national à l'eau potable et à des équipements sanitaires étaient estimés à un peu plus de 60% et un peu moins de 30% respectivement (WHO, 2015). Mais l'écart important en Haïti entre communautés rurales et urbaines fait que la plupart des services publics sont concentrés dans les centres urbains et se traduit par des taux plus bas dans les zones rurales (Gelting et al., 2013). Beaucoup de ces zones rurales ont été dévastées par l'ouragan Matthew, dans lesquelles 750.000 personnes se sont trouvées privées d'accès à l'eau potable (OCHA, 2017). Cependant, l'attention internationale portée sur "l'approvisionnement en eau potable amélioré" ne prend pas en compte le fait que ces sources puissent se trouver contaminées, augmentant par là même la vulnérabilité des communautés face aux maladies véhiculées par l'eau (Earth Institute, 2013; Gelting et al., 2013).

Si 76% des participants à l'étude n'ont aucun accès à des toilettes ou des latrines, on peut supposer que la défécation en plein air est une pratique courante qui contamine les sources d'eau. Pour les communes telles que Les Anglais, bordée à l'est par la rivière Les Anglais et au sud par la mer, le risque de maladies est significativement plus élevé.

Les dépenses en matière de santé en Haïti sont parmi les plus faibles de la région, ne représentant que 6% des dépenses de l'Etat (USAID, 2017). Avec 40% de la population n'ayant aucun accès à des soins et des services de nutrition, de nombreux Haïtiens se trouvent dépendants de donateurs internationaux pour ce qui a trait aux services de santé. Bien entendu, les indicateurs de santé portant sur Haïti sont particulièrement médiocres, parmi lesquels: l'espérance de vie à la naissance estimée à 62 ans en 2012 comparé à 76 ans pour le reste de la région (WHO, 2015) et moins de la moitié (45%) de tous les enfants (de 12 à 23 mois) sont correctement vaccinés (USAID, 2017). En 2012, les attaques cérébrales, les infections respiratoires, le SIDA/HIV, les maladies cardiaques ischémiques, les maladies diarrhéiques et le diabète représentaient les cinq premières causes de décès que la population haïtienne, respectivement (WHO, 2015). Ces tendances au niveau national se retrouvent de façon cohérente sur les sites sur lesquels nous avons travaillé.

Dans l'ensemble de l'enquête, une attention toute particulière a été apportée aux maladies qui se propageaient ou avaient émergé à la suite de l'ouragan Matthew. Au niveau des services de santé, le choléra a reçu une attention très importante et les efforts consentis pour empêcher la propagation de la maladie ont bénéficié à 769.990 personnes (OCHA, 2017). Malgré cela, les données issues de l'enquête ethnographique suggèrent que ces allégations demanderaient à être suivies d'un examen minutieux car certaines campagnes lancées n'ont pas été achevées. D'après l'OCHA, la Grande-Anse et le Sud ont connu un taux d'augmentation du choléra de 40% suite aux dommages causés par Matthew à différentes installations de traitement (OCHA, 2017).

Terres cultivés couvertes de débris à Anse d'Hainault, janvier 2017

Arbres tombés aux Côteaux, février 2017

Alimentation et agriculture:

La disponibilité alimentaire dépend en Haïti de deux grands facteurs: la production agricole, qui représente 48% des ressources alimentaires, et les importations, qui en représentent 44% (Glaeser et al., 2011). Ces dix dernières années, les ressources alimentaires ont été mises en péril par un certain nombre d'évènements parmi lesquels: la crise alimentaire de 2008, au cours de laquelle le prix du riz importé a augmenté jusqu'à 150%; de nombreuses tempêtes tropicales; plusieurs ouragans et le séisme de 2010, qui ont entravé la production locale de denrées alimentaires (Glaeser et al., 2011). Entre 2009 et 2011, les taux de production ont baissé pour les haricots/légumineuses (-20%), les bananes plantains (-14%), les racines/tubercules (-12%)

Arbre tombé sur la route principale à Despas, Côteaux, février 2017

et les céréales (-9%) en raison de l'érosion des sols, d'une baisse de la surface totale des terres cultivées, d'investissements insuffisants dans les infrastructures et les déplacement/migrations résultant du séisme (Glaeser et al., 2011). Selon le gouvernement haïtien, en 2012 un peu moins des deux-tiers des ménages haïtiens ont souffert de la faim (MSPP, 2013).

En Haïti, les ménages ruraux dépendent de l'agriculture pour leur propre subsistance, mais la productivité limitée rend l'alimentation inaccessible pour une bonne part de cette population à différentes périodes de l'année (Earth Institute, 2013; Pauzé et al., 2016). D'après une étude sur la sécurité alimentaire, seuls 23% des ménages ont rapporté une diète variée incluant au moins 11 groupes d'aliments (CNSA, 2013). Dans une enquête de 2011-2012 portant sur 10 communes du sud-ouest d'Haïti, dont Les Anglais et Côteaux, 93% des ménages ont déclaré avoir un apport alimentaire insuffisant au cours d'au moins l'un des 12 mois précédents, tandis que 60% "consommaient des semences destinées aux plantations de la saison suivante" (Earth Institute, 2013: 49). De façon significative, cette même enquête a cité Les Anglais et Côteaux parmi les communes du sud-ouest ayant "les plus hauts taux de malnutrition chronique (retards de croissance) et aigue (émaciation) combinées" chez les enfants de moins de cinq ans (Earth Institute, 2013). Dans le département de Grande-Anse, plus de 80% des ménages ont déclaré avoir souffert de trois grands chocs, dont les tempêtes tropicales et les inondations, qui ont détruit les récoltes et fait monter le prix des denrées alimentaires, augmentant ainsi leur vulnérabilité (CNSA, 2013). Une intervention entreprise par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la Croix Rouge Allemande et Médecins du Mondes en collaboration avec le Ministère de Santé Publique et de la Population a donc été lancée (Pauzé et al., 2016). Ces données montrent qu'avant l'ouragan Matthew, la sécurité alimentaire des départements de Grande-Anse et du Sud était gravement menacée. Ainsi, des enquêtes récentes montrant qu'en décembre 2016, et à la suite d'un ouragan dévastateur, le niveau d'insécurité alimentaire serait passé de 78% à 54% et de 79% à 41% dans les départements de Grande-Anse et du Sud, respectivement (FAO, 2017) méritent un examen plus approfondi. De plus, suite à la catastrophe, les pertes en récoltes, terres arables et arbres fruitiers ont été estimées à 54.000 tonnes métriques (OCHA, 2017). Selon le gouvernement, les pertes et les dommages causés par Matthew sur le secteur agricole s'élèvent à un total de 573,3 millions de dollars et laisseraient plus de 1,3 millions de personnes dans l'insécurité alimentaire dans la région du Grand Sud (GoH, 2017).

Redressement et sécurité économique:

Au cours de la première décennie du 21ème siècle, la pauvreté extrême a baissé en Haïti, passant de 31% à 24%. Malgré ces avancées, le pourcentage de personnes touchées par la pauvreté en Haïti était en 2012 de 59% avec 24% de la population vivant dans une extrême pauvreté. Le développement économique a stagné dans les régions rurales du pays, y compris dans la Grande-Anse et le Sud où les taux étaient de 36 et 26% respectivement (World Bank, 2015). Le Diagnostique Systématique par pays mis en place par la Banque Mondiale indique en 2015 qu'au cours de cette période l'inégalité des revenus s'est accrue dans les régions rurales d'Haïti. Cet organisme avance l'hypothèse selon laquelle "la contraction dans la production agricole due à des chocs répétés dus aux intempéries pourrait expliquer l'aggravement des inégalités dans les zones rurales, diminuant les gains du travail agricole et augmentant les prix des denrées" (World Bank, 2015: 22). Avec 90% des répondants à l'enquête ayant déclaré que leurs vies s'étaient trouvées menacées par l'ouragan, on peut penser que Matthew a renforcé le modèle dans lequel les chocs liés aux intempéries accroissent l'inégalité tout en exacerbant la pauvreté dans les régions rurales dans le sud d'Haïti. Le défi qui se présente à nous n'est donc pas simplement d'intervenir en réaction aux catastrophes mais bien d'agir sur les conditions préalables qui

rendent ce type de catastrophe si terriblement dommageable dans le contexte haïtien.

Comme le montrent les données recueillies, le redressement immédiat n'a pas été possible pour les victimes de l'ouragan Matthew, ce qui a éloigné un peu plus, pour les victimes, la perspective d'une reconstruction ainsi que la préparation aux futures catastrophes et l'atténuation des risques. Plus de 80% de la population touchée continue de vivre dans des abris de fortune, sans espoir d'une reconstruction proche. La venue de la saison des pluies n'est plus qu'à quelques semaines, et la saison des ouragans reprend dans moins de six mois. Les approvisionnements en denrées alimentaires restent insuffisants, puisque la production agricole est à l'arrêt. Les structures d'aide restent insuffisantes. Les activités génératrices de revenu stagnent. Plus spécifiquement, les grands arbres sont toujours à terre sur les terres agricoles, les pêcheurs n'ont pas encore pu remplacer leurs équipements et le commerce de détail souffre de la pénurie de ressources.

Au lendemain de la catastrophe, une aide immédiate a été apportée. Suite à l'ouragan Matthew, un Appel Éclair a été lancé pour tenter d'obtenir les USD 139 millions nécessaires à l'aide. Mais cinq mois après la catastrophe, seuls 64% de cet objectif avait été atteint (OCHA, 2017). Comme le montrent les données, l'incapacité à lever plus des deux-tiers de cet objectif s'est traduite par le désespoir des populations, lesquelles cherchaient à s'alimenter, à reconstruire leurs foyers et à répondre aux problèmes de santé qui se posaient à elles. Cependant, Haïti n'a jamais eu le temps de réellement de souffler entre les périodes de crise, d'accalmie, de redressement, de reconstruction ou de développement. A chaque crise supplémentaire, Haïti doit faire face à la nature intégrée des risques qui la menacent. Ces risques empêchent, sur le long terme, toute approche compartimentée ou sectorisée, et la rendent parfois nuisible à court terme.

Cette page a été intentionnellement laissée vierge

« Les seules options viables qui se présentent à Haïti pour répondre aux menaces pesant sur la vie de ses citoyens, sont d'intégrer de façon systématique les moyens et les capacités des communautés dans les solutions apportées aux catastrophes comme dans leur gestion. »

Jérémie, quelques jours après que l'ouragan Matthew a frappé Grande-Anse, octobre 2016

Les Haïtiens vivent dans un état permanent d'instabilité politique, économique et sociale. Une inégalité extrême, une indifférence sociale choquante aux inégalités et une mauvaise gouvernance ont donc pour conséquence une mauvaise planification urbaine, des services publics hyper-centralisés, une déforestation massive et une migration disproportionnée depuis les zones rurales vers les centres urbains. Ces facteurs se trouvent encore exacerbés par la menace du changement climatique, faisant de la population d'Haïti "l'une des plus exposées au monde aux catastrophes climatique" (World Bank, 2015: 14). Plus encore, les facteurs contextuels font que les situations complexes d'urgence menacent l'existence même de la société haïtienne et de ses institutions fondamentales. L'ouragan Matthew attire aujourd'hui notre attention sur le besoin d'une gouvernance des risques et d'un mécanisme de préparation aux catastrophes qui soient intégrés et élaborés localement, en tenant compte de la spécificité du contexte et en intégrant à tous les niveaux la participation des communautés. Jusqu'ici, l'intervention de la communauté internationale n'a qu'un effet limité sur le long terme. Les seules options viables qui se présentent à Haïti pour répondre aux menaces pesant sur la vie de ses citoyens, sont d'intégrer de façon systématique les moyens et les capacités des communautés dans les solutions apportées aux catastrophes comme dans leur gestion. De plus, il est essentiel pour le gouvernement, les institutions haïtiennes et la société de mettre en place des mesures intégrées de réduction des risques et de gestion comme de préparation aux catastrophes dans tous les aspects de la vie, si le pays veut survivre aux nombreuses catastrophes encore à venir dans une époque où le changement climatique est devenu inévitable (Marcelin et al., 2016). Ces mesures devront être intégrées aux efforts de redressement et de reconstruction qui font suite à l'ouragan Matthew; tandis que d'autres communautés confrontées à des niveaux élevés de risque établissent leurs propres systèmes d'atténuation des risques et de préparation aux catastrophes.

L'ouragan Matthew a laissé sa marque sur le Grand Sud. Le degré de destruction causé par cet évènement est si élevé qu'il aura un impact sur les générations futures. Il a laissé beaucoup de personnes sans foyer ou dans des abris de fortune, a dévasté l'économie locale et transformé les habitudes alimentaires au quotidien. Considérant les dommages causés à l'environnement, la plupart des familles, lesquelles dépendent majoritairement de l'agriculture et de la pêche, devront encore lutter longtemps pour assurer leur subsistance. Il est impératif que les efforts de reconstruction se concentrent sur la relance de l'économie locale. Cependant, cette approche déficitaire de la catastrophe place tout le monde, victimes comme intervenants, dans un cycle sans fin de co-dépendance, dans lequel les Haïtiens sont des victimes toujours en attente d'être sauvées. Toutes les communautés, si démunies qu'elles soient, possèdent des ressources matérielles et immatérielles sur lesquelles elles peuvent construire en vue de se relever, de se reconstruire et de se développer. Haïti n'y fait pas exception. Ces ressources sont souvent éclipsées par la gravité des défis auxquels ces communautés doivent faire face de façon immédiate, dans le cas présent à la suite de l'ouragan Matthew. S'il est important d'identifier et de comprendre la nature de ces défis, il est impératif que nous inventorions aussi les ressources dont elles disposent.

Dans l'ensemble des sites du terrain de notre étude, nous avons identifié les autorités locales, les leaders communautaires, les groupes professionnels, les coopératives de femmes, les associations de fermiers, et les groupes de jeunes cherchant un soutien capable d'aider leur communauté à se relever, à reconstruire et, plus important encore, à (ré) établir un niveau d'autosuffisance. Comme ce rapport ainsi que d'autres l'ont montré, beaucoup des défis auxquels Haïti fait face sont la résultante d'un sous-investissement dans sa propre population (Groupe de Travail sur l'Éducation et la Formation [GTEF], 2010; INURED, 2010; World Bank, 2015). C'est un schéma que l'Etat haïtien ne peut se permettre de continuer et que les institutions de l'aide internationale courent le risque de perpétuer si elles continuent à distribuer des biens et fournir des services sans renforcer la capacité des autorités locales, des leaders, des professionnels et des organisations de la société civile pour répondre aux catastrophes qui mettent leurs moyens d'existence et leurs vies en danger.

« Les données issues de cette étude aideront à optimiser et à harmoniser les besoins perçus des communautés locales avec les ressources institutionnelles mises à disposition par les organisations nationales et internationales. »

RECOMMANDATIONS BASÉES SUR LES ATOUTS, ACCÉS ET TEMPS

Recommandations générales pour l'ensemble des sites:

- Le Gouvernement haïtien (GoH) ainsi que le Ministère de l'Agriculture et le Ministère des Finances devraient chercher des fonds de la Banque mondiale, de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), de l'Union européenne et de l'USAID pour soutenir la création d'une banque agricole régionale, capable de fournir les instruments financiers afin de faciliter le crédit et l'assurance aux fermiers, coopératives, et associations de femmes.
- Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe devraient élaborer une stratégie avec les organisations internationales et les ONG opérant dans le secteur de l'agriculture et la distribution des aliments, y compris le Programme alimentaire mondial (PAM) et Food for the Poor, afin d'établir des banques de semences locales pour distribuer et vendre des semences aux agriculteurs.
- Le Ministère de l'Agriculture devrait assurer une formation soutenue aux techniciens agricoles et aux vétérinaires pour revitaliser la production agricole et l'élevage dans les communes touchées.
- Le GoH devrait affecter des fonds pour embaucher et conserver, pendant au moins 6 ans, des agents de vulgarisation agricole et des vétérinaires dans les régions affectées.
- Le Ministère de l'Agriculture devrait collaborer avec la faculté d'agronomie des universités publiques et privées pour mener des enquêtes scientifiques afin d'identifier les solutions aux menaces de parasites et d'insectes qui détruisent l'agriculture et l'élevage dans les zones touchées.
- Le Ministère de l'Agriculture devrait collaborer avec la faculté d'agronomie des universités publiques et privées pour faire l'inventaire des arbres indigènes rares (espèces en voie de disparition) qui ont été détruits dans la région, en vue d'un reboisement méthodique dans les communes concernées.
- Le GoH devrait sécuriser et affecter des fonds au Ministère de l'Éducation pour subventionner les fournitures et le matériel pédagogique pour les enfants des écoles des régions affectées (par exemple, des uniformes, des sacs à dos, des manuels scolaires, des cahiers) pour les 2 à 3 prochaines années.
- Le GoH, les organisations internationales et les ONG doivent maximiser l'utilisation des matériaux locaux auprès des communes qu'ils servent dans la construction et les autres formes d'intervention.
- Le GoH, les organisations internationales et les ONG devraient s'engager à embaucher des professionnels locaux des zones touchées dans la reconstruction des écoles et des infrastructures publiques.
- Le Ministère de l'Éducation devrait fournir des cantines qui servent des repas nutritifs aux écoliers dans les régions touchées, en utilisant des produits locaux pour stimuler l'agriculture, la pêche et l'élevage locaux.
- Le GoH devrait s'associer aux ONG pour fournir ou subventionner l'achat d'outils pour l'élimination des arbres de gros diamètres sur les terres arables (par exemple des scies à deux hommes).
- Le Gouvernement haïtien devrait négocier un financement auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour que DINEPA établisse des stations d'eau potable dans les zones rurales, particulièrement dans les sections communales qui ont un accès limité ou aucun accès à l'eau potable.

» Le GoH devrait sécuriser et affecter des fonds auprès de l'OMS, de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour permettre au Ministère de la Santé (MSPP) d'établir des cliniques de soins de santé pour les interventions dans les localités difficiles d'accès dans les sections communales. Cette initiative devrait être menée en coordination avec des organisations internationales et des ONG opérant dans le secteur de la santé, y compris les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), en partenariat avec les maires locaux et les cliniques locales et les hôpitaux dans ces communes.

Recommandations spécifiques aux communes:

Anse d'Hainault

» Le GoH ainsi que le Ministère de l'Agriculture et le Ministère des Finances devraient assurer et affecter des fonds de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement (BID), de l'Union européenne et de l'USAID, à la création d'une succursale de la banque agricole pour accorder des prêts aux associations d'agriculteurs locaux, aux vendeurs, aux associations d'artisans, aux organisations de femmes, aux coopératives et aux agriculteurs individuels.

» Le Ministère de l'Agriculture devrait développer un partenariat la faculté d'agronomie des universités publiques et privées devraient développer et mettre en œuvre une formation soutenue aux techniciens agricoles afin de contribuer à la revitalisation de la production agricole dans la commune.

» Le Ministère de l'Agriculture et la faculté d'agronomie des universités publiques et privées devraient donner une formation et des matériels nécessaires aux vétérinaires locaux. À leur tour, ces derniers fourniront un soutien technique aux éleveurs locaux.

» Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe devraient élaborer des stratégies avec des organisations internationales et des ONG opérant dans le secteur agricole et engagées dans la distribution alimentaire, y compris le Programme alimentaire mondial (PAM) et Food for the Poor, afin d'établir une banque de semences locale pour distribuer et/ou vendre des semences aux agriculteurs locaux.

» Le Ministère de l'Agriculture devrait collaborer avec la faculté d'agronomie des universités publiques et privées pour mener des enquêtes scientifiques afin d'identifier les solutions aux menaces que posent les parasites à l'agriculture et l'élevage locaux.

» Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Environnement devraient créer un centre de lutte antiparasitaire dans la commune.

» Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Planification devraient élaborer des stratégies avec des ONG opérant dans les pêches pour soutenir les interventions dans le secteur:

- o fournir des moteurs de canot et de barque aux associations de pêcheurs;
- o fournir des filets;
- o remplacer les bateaux qui ont été détruits;
- o former les pêcheurs aux nouvelles techniques de pêche (dispositif de concentration de poissons, DCP);
- o créer les instruments financiers capables de soutenir le crédit nécessaire au développement du potentiel de modernisation de l'industrie halieutique.

Pêcheur à Ilet, Anse d'Hainaut, janvier 2017

Une maison détruite à Boucan, Chambellan, février 2017

- Le GoH devrait obtenir un financement de l'OMS, de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour que le MSPP établisse au moins 3 mini-cliniques de santé - avant-postes de santé – dans 3 localités rurales de la commune afin d'assurer des interventions de santé auprès des communautés rurales et de former des travailleurs de santé de ces communautés afin qu'ils en forment le personnel. Cette initiative devrait se faire en coordination avec des organisations internationales et des ONG opérant dans le secteur de la santé dans la région, en partenariat avec les maires et l'hôpital d'Anse d'Hainault.
- Le MSPP devrait travailler avec la clinique de Les Anglais pour établir une intervention standard pour la dysenterie.
- Le MSPP doivent inciter les ONG du secteur WASH à collaborer et à coordonner avec les maires locaux et la clinique de Les Anglais pour mettre en place des initiatives en matière de latrines.
- Le GoH devrait affecter des fonds au Ministère de l'Éducation pour fournir des uniformes, des sacs à dos, des manuels scolaires, des cahiers et autres fournitures pour les 2 à 3 prochaines années aux victimes de la catastrophe.
- Le GoH devrait obtenir un financement de l'OMS, de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour que la DINEPA établisse des stations d'eau dans les zones rurales à accès limité ou sans accès. Cette initiative sera durable si elle se fait en coordination avec les maires et la clinique.
- Le GoH devrait affecter des fonds à DINEPA pour assurer la maintenance des systèmes d'approvisionnement en eau existants à Anse d'Hainault.
- Le MSPP et la DINEPA devraient s'associer à la clinique d'Anse d'Hainault pour soutenir les efforts de sensibilisation de la communauté pour éduquer les habitants sur l'eau potable, ses utilisations et ses bénéfices pour la santé.

Chambellan

- Le Ministère des Travaux publics et le Ministère de l'Environnement devraient s'associer avec la Banque mondiale, la BID, l'Union européenne et l'USAID pour donner un soutien financier et technique pour contenir la rivière Grande-Anse:
  - fournir des experts en ingénierie pour enquêter sur la rivière et déterminer les protections les plus appropriées;
  - profilage des berges et gabionnade;
  - utilisation de la main-d'œuvre locale et les bénévoles pour la gabionnade;
  - aménagement de barrages afin de protéger la ville de Chambellan; réduction et contrôle de l'érosion des terres arables.
- Le GoH ainsi que le Ministère de l'Agriculture et le Ministère des Finances devraient assurer et affecter des fonds de la Banque mondiale, de la BID, de l'Union européenne et de l'USAID, à la création d'une succursale de la banque agricole pour accorder des prêts aux associations d'agriculteurs locaux, aux vendeurs, aux associations d'artisans, aux organisations de femmes, aux coopératives et aux agriculteurs individuels.
- Le Ministère de l'Agriculture et la faculté d'agronomie des universités publiques et privées devraient développer et mettre en œuvre une formation soutenue aux techniciens agricoles afin de contribuer à la revitalisation de la production agricole dans la commune.
- Le Ministère de l'Agriculture et la faculté d'agronomie des universités publiques et privées devraient donner une formation et des matériels nécessaires aux vétérinaires locaux. À leur tour, ces derniers fourniront un soutien technique aux éleveurs locaux.

- Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe devraient élaborer des stratégies avec des organisations internationales et des ONG opérant dans le secteur agricole et engagées dans la distribution alimentaire, y compris le Programme alimentaire mondial (PAM) et Food for the Poor, afin d'établir une banque de semences locale pour distribuer et/ou vendre des semences aux agriculteurs locaux.
- Le GoH devrait fournir du financement au Ministère de l'Agriculture et au Ministère de l'Environnement pour distribuer de nouvelles semences et sous-espèces de cacao et de café adaptables à l'environnement local.
- Le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Agriculture devraient distribuer des plants d'arbres pour le reboisement aux agriculteurs locaux et aux associations d'agriculteurs; arbres qui soient capables de protéger les cultures de cacao et de café.
- Le Ministère de l'Agriculture devrait collaborer avec la faculté d'agronomie des universités publiques et privées pour mener des enquêtes scientifiques afin d'identifier les solutions aux menaces que posent les parasites à l'agriculture et l'élevage locaux.
- Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Environnement devraient créer un centre de lutte antiparasitaire dans la commune.
- Le GoH devrait obtenir un financement de l'OMS, de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour que le MSPP établisse au moins 3 mini-cliniques de santé - avant-postes de santé – dans 3 localités rurales de la commune afin d'assurer des interventions de santé auprès des communautés rurales et de former des travailleurs de santé de ces communautés afin qu'ils en forment le personnel. Cette initiative devrait se faire en coordination avec des organisations internationales et des ONG opérant dans le secteur de la santé dans la région, en partenariat avec les maires et la clinique locale.
- Le MSPP devrait travailler avec la clinique de Chambellan pour établir une intervention standard pour la dysenterie.
- Le MSPP et le Ministère de la Planification doivent inciter les ONG du secteur WASH à collaborer et à coordonner avec les maires locaux et la clinique de Chambellan pour mettre en place des initiatives en matière de latrines.
- Le GoH devrait affecter des fonds au Ministère de l'Éducation pour fournir des uniformes, des sacs à dos, des manuels scolaires, des cahiers et autres fournitures pour les 2 à 3 prochaines années aux victimes de la catastrophe.
- Le GoH devrait obtenir un financement de l'OMS, de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour que la DINEPA établisse des stations d'eau dans les zones rurales à accès limité ou sans accès. Cette initiative sera durable si elle se fait en coordination avec les maires et la clinique.
- Le MSPP et la DINEPA devraient s'associer à la clinique de Chambellan pour soutenir les efforts de sensibilisation de la communauté pour éduquer les habitants sur l'eau potable, ses utilisations et ses bénéfices pour la santé.
- Le MSPP, en partenariat avec la clinique de Chambellan, devrait faire une intervention médicale urgente afin d'endiguer le développement des maladies dermatologiques dans la région (eczéma, scabiose, gale, tinea capitis/kerion et avitaminose).

Une maison détruite aux Côteaux, février 2017

Côteaux

- Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Planification devraient élaborer des stratégies avec des ONG opérant dans les pêches pour soutenir les interventions dans le secteur:
  - fournir des moteurs de canot et de barque aux associations de pêcheurs;
  - fournir des filets;
  - remplacer les bateaux qui ont été détruits;
  - former les pêcheurs aux nouvelles techniques de pêche (dispositif de concentration de poissons, DCP);
  - créer les instruments financiers capables de soutenir le crédit nécessaire au développement du potentiel de modernisation de l'industrie halieutique.
- Le GoH ainsi que le Ministère de l'Agriculture et le Ministère des Finances devraient assurer et affecter des fonds de la Banque mondiale, de la BID, de l'Union européenne et de l'USAID, à la création d'une succursale de la banque agricole pour accorder des prêts aux associations d'agriculteurs locaux, aux vendeurs, aux associations d'artisans, aux organisations de femmes, aux coopératives et aux agriculteurs individuels.
- Le Ministère de l'Agriculture devrait développer un partenariat la faculté d'agronomie des universités publiques et privées devraient développer et mettre en œuvre une formation soutenue aux techniciens agricoles afin de contribuer à la revitalisation de la production agricole dans la commune.
- Le Ministère de l'Agriculture et la faculté d'agronomie des universités publiques et privées devraient donner une formation et des matériels nécessaires aux vétérinaires locaux. À leur tour, ces derniers fourniront un soutien technique aux éleveurs locaux.
- Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe devraient élaborer des stratégies avec des organisations internationales et des ONG opérant dans le secteur agricole et engagées dans la distribution alimentaire, y compris le Programme alimentaire mondial (PAM) et Food for the Poor, afin d'établir une banque de semences locale pour distribuer et/ou vendre des semences aux agriculteurs locaux.
- Le Ministère de l'Agriculture devrait collaborer avec la faculté d'agronomie des universités publiques et privées pour mener des enquêtes scientifiques afin d'identifier les solutions aux menaces que posent les parasites à l'agriculture et l'élevage locaux.
- Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Environnement devraient créer un centre de lutte antiparasitaire dans la commune.
- Le GoH devrait obtenir un financement de l'OMS, de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour que le MSPP établisse au moins 3 mini-cliniques de santé - avant-postes de santé – dans 3 localités rurales de la commune afin d'assurer des interventions de santé auprès des communautés rurales et de former des travailleurs de santé de ces communautés afin qu'ils en forment le personnel. Cette initiative devrait se faire en coordination avec des organisations internationales et des ONG opérant dans le secteur de la santé dans la région, en partenariat avec les maires et la clinique locale.
- Le MSPP devrait travailler avec la clinique de Côteaux pour établir une intervention standard pour la dysenterie.
- Le MSPP et le Ministère de la Planification doivent inciter les ONG du secteur WASH à collaborer et à coordonner avec les maires locaux et la clinique de Les Anglais pour mettre en place des initiatives en matière de latrines.
- Le GoH devrait affecter des fonds au Ministère de l'Éducation pour fournir des uniformes, des sacs à dos, des manuels scolaires, des cahiers et autres fournitures pour les 2 à 3 prochaines années aux victimes de la catastrophe.

» Le GoH devrait obtenir un financement de l'OMS, de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour que la DINEPA établisse des stations d'eau dans les zones rurales à accès limité ou sans accès. Cette initiative sera durable si elle se fait en coordination avec les maires et la clinique locale.
» Le GoH devrait affecter des fonds à DINEPA pour assurer la maintenance des systèmes d'approvisionnement en eau existants aux Côteaux.
» Le MSPP et la DINEPA devraient s'associer à la clinique locale pour soutenir les efforts de sensibilisation de la communauté pour éduquer les habitants sur l'eau potable, ses utilisations et ses bénéfices pour la santé.

Bariadèle, Dame Marie, janvier 2017

Dame Marie

» Le GoH ainsi que le Ministère de l'Agriculture et le Ministère des Finances devraient assurer et affecter des fonds de la Banque mondiale, de la BID, de l'Union européenne et de l'USAID, à la création d'une succursale de la banque agricole pour accorder des prêts aux associations d'agriculteurs locaux, aux vendeurs, aux associations d'artisans, aux organisations de femmes, aux coopératives et aux agriculteurs individuels.
» Le Ministère de l'Agriculture et la faculté d'agronomie des universités publiques et privées devraient développer et mettre en œuvre une formation soutenue aux techniciens agricoles afin de contribuer à la revitalisation de la production agricole dans la commune.
» Le Ministère de l'Agriculture et la faculté d'agronomie des universités publiques et privées devraient donner une formation et des matériels nécessaires aux vétérinaires locaux. À leur tour, ces derniers fourniront un soutien technique aux éleveurs locaux.
» Le Ministère des Travaux Publics et le Ministère de l'Environnement devraient s'associer avec la Banque mondiale, la BID, l'Union européenne et l'USAID pour donner un soutien financier et technique pour contenir la rivière Grande-Anse:
    o fournir des experts en ingénierie pour évaluer l'impact des avancés des marées vers la ville;
    o utilisation de la main-d'œuvre locale et les bénévoles pour la gabionnade;
    o réduction et contrôle de l'érosion du littoral.
» Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe devraient élaborer des stratégies avec des organisations internationales et des ONG opérant dans le secteur agricole et engagées dans la distribution alimentaire, y compris le Programme alimentaire mondial (PAM) et Food for the Poor, afin d'établir une banque de semences locale pour distribuer et/ou vendre des semences aux agriculteurs locaux.
» Le GoH devrait fournir du financement au Ministère de l'Agriculture et au Ministère de l'Environnement pour distribuer de nouvelles semences et sous-espèces de cacao et de café adaptables à l'environnement local.
» Le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Agriculture devraient distribuer des plants d'arbres pour le reboisement aux agriculteurs locaux et aux associations d'agriculteurs; arbres qui soient capables de protéger les cultures de cacao et de café.
» Le Ministère de l'Agriculture devrait collaborer avec la faculté d'agronomie des universités publiques et privées pour mener des enquêtes scientifiques afin d'identifier les solutions aux menaces que posent les parasites à l'agriculture et l'élevage locaux.
» Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Environnement devraient créer un centre de lutte antiparasitaire dans la commune.

Equipe de terrain à Les Anglais, janvier 2017

- Le GoH devrait obtenir un financement de l'OMS, de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour que le MSPP établisse au moins 3 mini-cliniques de santé - avant-postes de santé – dans 3 localités rurales de la commune afin d'assurer des interventions de santé auprès des communautés rurales et de former des travailleurs de santé de ces communautés afin qu'ils en forment le personnel. Cette initiative devrait se faire en coordination avec des organisations internationales et des ONG opérant dans le secteur de la santé dans la région, en partenariat avec les maires et la clinique locale.
- Le MSPP devrait travailler avec la clinique de Dame Marie pour établir une intervention standard pour la dysenterie.
- Le MSPP et le Ministère de la Planification doivent inciter les ONG du secteur WASH à collaborer et à coordonner avec les maires locaux et la clinique de Dame Marie pour mettre en place des initiatives en matière de latrines.
- Le GoH devrait affecter des fonds au Ministère de l'Éducation pour fournir des uniformes, des sacs à dos, des manuels scolaires, des cahiers et autres fournitures pour les 2 à 3 prochaines années aux victimes de la catastrophe.
- Le GoH devrait obtenir un financement de l'OMS, de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour que la DINEPA établisse des stations d'eau dans les zones rurales à accès limité ou sans accès. Cette initiative sera durable si elle se fait en coordination avec les maires et la clinique.
- Le MSPP et la DINEPA devraient s'associer à la clinique de Dame Marie pour soutenir les efforts de sensibilisation de la communauté pour éduquer les habitants sur l'eau potable, ses utilisations et ses bénéfices pour la santé.
- Le MSPP, en partenariat avec la clinique de Dame Marie, devrait faire une intervention médicale urgente afin d'endiguer le développement des maladies dermatologiques dans la région (eczéma, scabiose, gale, tinea capitis/kerion et avitaminose).

Les Anglais

- Le Ministère des Travaux Publics et le Ministère de l'Environnement devraient s'associer avec la Banque mondiale, la BID, l'Union européenne et l'USAID pour donner un soutien financier et technique pour contenir la rivière Les Anglais:
  - fournir des experts en ingénierie pour enquêter sur la rivière et déterminer les protections les plus appropriées;
  - profilage des berges et gabionnade;
  - utilisation de la main-d'œuvre locale et de bénévoles pour la gabionnade;
  - aménagement de barrages afin de protéger la ville de Les Anglais;
  - Réduction et contrôle de l'érosion des terres arables.
- Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Planification devraient élaborer des stratégies avec des ONG opérant dans les pêches pour soutenir les interventions dans le secteur:
  - fournir des moteurs de canot et de barque aux associations de pêcheurs;
  - fournir des filets;
  - remplacer les bateaux qui ont été détruits;
  - former les pêcheurs aux nouvelles techniques de pêche (dispositif de concentration de poissons, DCP);
  - créer les instruments financiers capables de soutenir le crédit nécessaire au développement du potentiel de modernisation de l'industrie halieutique.

- Le Ministère de l'Éducation devrait étendre le système scolaire en y incluant les écoles professionnelles.
- Le GoH ainsi que le Ministère de l'Agriculture et le Ministère des Finances devraient assurer et affecter des fonds de la Banque mondiale, de la BID, de l'Union européenne et de l'USAID, à la création d'une succursale de la banque agricole pour accorder des prêts aux associations d'agriculteurs locaux, aux vendeurs, aux associations d'artisans, aux organisations de femmes, aux coopératives et aux agriculteurs individuels.
- Le Ministère de l'Agriculture devrait développer un partenariat la faculté d'agronomie des universités publiques et privées devraient développer et mettre en œuvre une formation soutenue aux techniciens agricoles afin de contribuer à la revitalisation de la production agricole dans la commune.
- Le Ministère de l'Agriculture et la faculté d'agronomie des universités publiques et privées devraient donner une formation et des matériels nécessaires aux vétérinaires locaux. À leur tour, ces derniers fourniront un soutien technique aux éleveurs locaux.
- Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe devraient élaborer des stratégies avec des organisations internationales et des ONG opérant dans le secteur agricole et engagées dans la distribution alimentaire, y compris le Programme alimentaire mondial (PAM) et Food for the Poor, afin d'établir une banque de semences locale pour distribuer et/ou vendre des semences aux agriculteurs locaux.
- Le Ministère de l'Agriculture devrait collaborer avec la faculté d'agronomie des universités publiques et privées pour mener des enquêtes scientifiques afin d'identifier les solutions aux menaces que posent les parasites à l'agriculture et l'élevage locaux.
- Le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Environnement devraient créer un centre de lutte antiparasitaire dans la commune.
- Le GoH devrait obtenir un financement de l'OMS, de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour que le MSPP établisse au moins 3 mini-cliniques de santé - avant-postes de santé – dans 3 localités rurales de la commune afin d'assurer des interventions de santé auprès des communautés rurales et de former des travailleurs de santé de ces communautés afin qu'ils en forment le personnel. Cette initiative devrait se faire en coordination avec des organisations internationales et des ONG opérant dans le secteur de la santé dans la région, en partenariat avec les maires et la clinique locale.
- Le MSPP devrait travailler avec la clinique de Les Anglais pour établir une intervention standard pour la dysenterie.
- Le MSPP et le Ministère de la Planification doivent inciter les ONG du secteur WASH à collaborer et à coordonner avec les maires locaux et la clinique de Les Anglais pour mettre en place des initiatives en matière de latrines.
- Le GoH devrait affecter des fonds au Ministère de l'Éducation pour fournir des uniformes, des sacs à dos, des manuels scolaires, des cahiers et autres fournitures pour les 2 à 3 prochaines années aux victimes de la catastrophe.
- Le GoH devrait obtenir un financement de l'OMS, de l'USAID, de l'UKAID, de l'Union européenne et de la BID pour que la DINEPA établisse des stations d'eau dans les zones rurales à accès limité ou sans accès. Cette initiative sera durable si elle se fait en coordination avec les maires et la clinique.
- Le GoH devrait affecter des fonds à DINEPA pour assurer la maintenance des systèmes d'approvisionnement en eau existants à Les Anglais.
- Le MSPP et la DINEPA devraient s'associer à la clinique de Les Anglais pour soutenir les efforts de sensibilisation de la communauté pour éduquer les habitants sur l'eau potable, ses utilisations et ses bénéfices pour la santé.

Cette page a été intentionnellement laissée vierge

BIBLIOGRAPHIE

AFP Hurricane Matthew damage in Haiti tallying nearly $2 billion. 2016 [Cited on 2017 March 24]. Available from: http://www.rappler.com/world/regions/latin-america/150681-hurricane-matthew-damage-haiti

Ahmed A. Hurricane Matthew makes old problems worse for Haitians. New York Times. 2016(a) [Cited on 2017 April 13]. Available from: https://www.nytimes.com/2016/10/07/world/americas/hurricane-matthew-haiti.html?_r=0

Ahmed A. In Haiti, a city's race into the 21st century is ruined by a Hurricane. New York Times. 2016(b) [Cited on 2017 March 24]. Available from: http://www.nytimes.com/2016/10/11/world/americas/jeremie-haiti-hurricane-matthew.html

Centre for Research on the Epidemiology of Disasters (CRED) and the United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNISDR). Poverty & Death: Disaster Mortality 1996-2015. 2016 [Cited on 2017 March 24]. Available from: http://www.preventionweb.net/files/50589_creddisastermortalityallfinalpdf.pdf

Chaffin BC, Gunderson LH Emergence, institutionalization and renewal: Rhythms of adaptive governance in complex social-ecological systems. Journal of Environmental Management. 2016; 165: 81-87.

Charles J. Preparations ramps up as Haiti braces for Hurricane Matthew. Miami Herald. 2016 [Cited on 2017 March 24]. Available from: http://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article105544751.html

Churches CE, Wampler PJ, Sun W, Smith AJ. Evaluation of forest cover estimates for Haiti using supervised classification of Landsat data. International Journal of Applied Earth Observation and Geoinformation 2014; 30: 203-216.

Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA). Haiti: Perspective sur la sécurité alimentaire. Port-au-Prince, HT: Gouvernement d'Haïti; 2012.

Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA). Situation de la sécurité Alimentaire Post-Matthew du Grand Sud par rapport au reste du pays : bilan et perspectives. 2017. Presentation at La Table Verte du Grand Sud, Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT), Port-Salut, 30-31 mars. http://ciat.gouv.ht/pages/apres-matthew-etat-des-lieux-et-perspectives.

Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA). 2017. Bilan Post Matthew. Presentation at La Table Verte du Grand Sud, Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT), Port-Salut, 30-31 mars. http://ciat.gouv.ht/pages/apres-matthew-etat-des-lieux-et-perspectives.

Earth Institute. Integrated baseline study: Ten communes of the southwest coast, South department, Haiti. New York, NY: The Earth Institute; 2013.

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). Haiti: Hurricane Matthew- Situation report 16. 2017 [Cited on 2017 March 30]. Available from: http://www.fao.org/emergencies/resources/documents/resources-detail/en/c/852828/

Freedom House. Freedom in the world 2015 – Haiti. 2015 [Cited on 2017 April 13]. Available from: http://www.refworld.org/docid/55c084fe4f.html

Gelting R, Bliss K, Patrick M, Lockhart G, Thomas H. Water, sanitation and hygiene in Haiti: Past, present, and future. 2013 [Cited on 2017 March 29]. American Journal of Tropical Medicine and Hygiene; 89(4): 665-670. Available from: https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3795096/pdf/tropmed-89-665.pdf

Glaeser LM, Horjus P, Strother S. Haiti prospective food security assessment. 2011 [Cited on 2017 March 30]. Available from: http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnadx780.pdf

Gouvernement d'Haïti (GoH). Évaluations des besoins post catastrophe pour le Cyclone Mathieu. 2017. Port-au-Prince, HT: Gouvernment of Haiti.

Group de Travail sur l'Éducation et la Formation (GTEF). Pour un pacte national sur l'Éducation en Haïti. Port-au-Prince: Government of Haiti; 2010.

Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Atlas censitaire d'Haiti. 2003. Port-au-Prince.

International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC). Key determinants of a successful CBDRR programme: Community based disaster risk reduction study. Geneva, CH; 2012.

Interuniversity Institute for Research and Development (INURED). The Challenge for higher education: A post-earthquake assessment of higher education institutions in the Port-au-Prince metropolitan area. 2010 [Cited on 2017 April 13]. Available from: http://www.inured.org/uploads/2/5/2/6/25266591/the_challenge_for_haitian_higher_education.pdf

Marcelin LM, Cela T, Schultz JM. Haiti and the politics of governance and community responses to Hurricane Matthew. 2016 [Cited on 2017 March 29]. Disaster Health, 3(4): 1-11. http://dx.doi.org/10.1080/21665044.2016.1263539.

Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP). Enquête mortalité, morbidité et utilisation des services: EMMUS IV Haïti 2012. Port-au-Prince, HT: Gouvernement d'Haïti; 2013.

Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP). Rapport du réseau national de surveillance: Sites choléra. 2016 [Cited on 2017 April 4]. Gouvernement d'Haïti. Available from: http://mspp.gouv.ht/site/downloads/Profil%20statistique%20Cholera%2041eme%20SE%202016.pdf

Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). Haiti: Hurricane Matthew situation report no. 35. 2017 [Cited on 2017 March 24]. Available from: http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Situation%20Report%20%2335%20Hurricane%20Matthew%20Haiti%2004%20March%202017.pdf

Olshansky RB, Hopkins LD, Johnson LA. Disaster and recovery: Processes compressed in time. Natural Hazards Review 2012; 13(3): 173-178.

Organization of American States (OAS). OAS-implemented civil registry project concludes in Haiti, but challenges remain. 2012 [Cited on 2017 Mar 29]. Available from: http://www.oas.org/En/media_center/press_release.asp?sCodigo=E-238/12

Pasch RJ, Kimberlain TB. Tropical cyclone report: Hurricane Tomas. National Hurricane Center 2011 [Cited on 2017 April 4]. Available from: http://www.nhc.noaa.gov/data/tcr/AL212010_Tomas.pdf

Pauzé E, Batal M, Philizaire Y, Blanchet R, Sanou D. Determinants of diet quality among rural households in an intervention zone of Grande Anse, Haiti. Food Security 2016; 8: 1123-1134.

Rubin, C. Long term recovery from disasters: The neglected component of emergency management. Journal of Homeland Security and Emergency Management 2009; 6:1.

Shultz, James M, Cela, Toni, Marcelin, Louis Herns, Espinola, Maria, Heirmann, Ilva, Sanchez, Claudia, Jean-Pierre, Arielle, Fooh, Cheryl Yunn Shee, Thompson, Kip, Klotzbach, Philip, Espinel, Zelde, and Rechkemmer, Andreas. The trauma signature of 2016 Hurricane Matthew and the psychosocial impact on Haiti. Disaster Health 2016, 3(4), 121–138.

Siembieda, WJ. Lowering vulnerability using the asset-access-time method. Journal of Disaster Research 2010; 5(2), 1-7.

United Nations Children's Fund (UNICEF) Haiti at a Glance. 2013. Available from: https://www.unicef.org/infobycountry/haiti_statistics.html

United Nations Development Programme (UNDP). Haiti Cyclone Matthew 2016: Post Disaster Needs Assessment. United Nations Development Programme. 2017. Available from: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_544729.pdf

United Nations Development Programme (UNDP). Haiti 1994: Quelques indicateurs environnementeaux de base. Port-au-Prince, HT: United Nations Development Programme; 1996.

World Bank. Haiti: Towards a new narrative, Systemic country diagnostic. Washington, DC: World Bank; 2015.

World Food Programme (WFP). Haiti. 2017. [Cited on 2017 March 24]. Available from: http://www1.wfp.org/countries/haiti

World Health Organization (WHO). Haiti: WHO statistical profile. 2015 [Cited on 2017 March 29]. Available from: http://www.who.int/gho/countries/hti.pdf?ua=1

Cette page a été intentionnellement laissée vierge

INSTITUT
INTERUNIVERSITAIRE
de RECHERCHE et de
DÉVELOPPEMENT

Rue Eucalyptus 8, Delmas 83
Port-au-Prince, Haïti
(509) 2813-0816/2813-0815
www.inured.org
info@inured.org